

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA
VENTE A CRÉDIT
DES
VALEURS A LOTS
Et la Loi du 12 Mars 1900

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences Juridiques*)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Jeudi 16 Juillet 1903, à deux heures du soir

PAR

Léon BERLAND

Avocat à la Cour d'Appel
Lauréat de la Faculté de Droit

Sous la présidence de M. BAILLY, *doyen*.

Suffragants } MM. PERCEROU, *professeur*.
BIGALLET, *chargé de cours*.

DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

1903

LA
VENTE A CRÉDIT
DES
VALEURS A LOTS

Et la Loi du 12 Mars 1900

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences Juridiques*)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

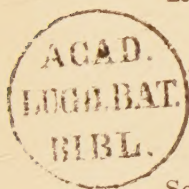
Le Jeudi 16 Juillet 1903, à deux heures du soir

PAR

Léon BERLAND

Avocat à la Cour d'Appel

Lauréat de la Faculté de Droit



Sous la présidence de M. BAILLY, *doyen*.

Suffragants { MM. PERCEROU, *professeur*.
BIGALLET, *chargé de cours*.

DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548221_0025

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Annales de Droit commercial.

BARATTE. — La vente à crédit des valeurs à lots. Jurisprudence annotée, 2^e édition. Marchal et Billard, 1900.

DALLOZ. — Recueil périodique de 1880 à 1903.

HARDOIN (Pierre). — De la vente à tempérament. Thèse pour le doctorat. Paris, 1901.

Journal des Sociétés.

LABBÉ. — Trois notes parues dans le recueil de Sirey sous :

Paris, 25 mars 1870. S. 70. 2. 313.

Cass., 8 juillet 1882. S. 83. 1. 233.

Trib. civ. Nontron, 18 août 1886 ; Paris, 25 octobre 1886 ; Orléans, 20 novembre 1886. S. 87. 2. 49.

Les lois nouvelles, 1900, I, IV.

LÉVY-ULLMANN. — Traité des obligations à primes et à lots. Thèse pour le doctorat. 1895.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de Droit commercial, 3^e édition, tome IV, n° 799 *bis*.

MACK. — De la négociation à crédit des valeurs à lots.

Pandectes françaises. — Recueil périodique de 1880 à 1903.

ROUSSEAU (Rodolphe). — De la vente à crédit des obligations à lots. Arthur Rousseau, Paris, 1884.

Revue des Sociétés. — Voir table alphabétique de chaque année aux mots : vente, vente à crédit de valeurs à lots, vente à tempérament, vente à option.

SIREY. — Recueil périodique de 1880 à 1903.

VALLAT (Henry). — Etude théorique et pratique des ventes à tempérament des valeurs de Bourse (loi du 12 mars 1900) et d'objets mobiliers. Thèse pour le doctorat. Marescq, Paris, 1900.

VIDAL (Emmanuel). — Commentaire de la loi du 12 mars 1900, numéros des 24 avril, 4 mai et 10 mai 1900 de la cote de la Bourse et de la Banque.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Notion du Contrat : ses avantages et ses inconvénients au point de vue économique.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 21 mai 1836, les loteries de toute espèce sont prohibées.

Le dernier article de la loi elle-même apporte une dérogation au principe qu'elle pose, en décidant que les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, pourront être autorisées suivant certaines formes déterminées. Cette première catégorie d'exceptions se justifie d'elle-même, mais ce n'est point la seule.

Un très grand nombre de lois postérieures (1) ont

(1) Lois du 18 avril 1869. Ville de Paris. 260 millions.

— du 6 septembre 1871. — 350 —

— du 24 décembre 1874. — 320 —

— du 25 juin 1876. — 120 —

— du 24 février 1877. Ville de Marseille. 89 millions.

— du 23 décembre 1879. Ville de Lyon. 64,774,983 fr. 97.

— du 8 juin 1888. Compagnie universelle et interocéanique de Panama. 600 millions.

Etc... — Par exception le Crédit Foncier peut émettre des

permis à des établissements financiers, à des villes et à des sociétés, de contracter des emprunts qui seraient réalisés par l'émission de valeurs dites valeurs à lots. Le mécanisme de ces valeurs est bien connu. Emises à un prix donné, elles produisent généralement un intérêt ; ce qui les caractérise, c'est que, remboursables au pair en principe, elles pourront, si la chance les favorise, être remboursées moyennant une somme considérable, à la suite d'un tirage au sort.

Ces valeurs sont donc, tout au moins partiellement, des billets de loterie, puisque c'est le hasard qui détermine le prix qu'elles seront payées à leur propriétaire ; en réalité, lorsqu'elles sortent au tirage, c'est un lot qu'elles gagnent. Dès lors, pour que leur émission soit licite, il faut qu'elle soit autorisée par une loi spéciale qui les empêche de tomber sous l'application de la loi du 21 mai 1836.

Il est assez curieux de constater que le législateur ne semble pas s'être aperçu tout d'abord qu'en accordant son autorisation, il apportait une dérogation quelconque à la loi prohibitive des loteries. C'est seulement en 1865, à l'occasion d'un emprunt mexicain réalisé en France, sous le patronage du gouvernement français, que la question

valeurs à lots sans une loi spéciale ; le décret organique du 28 mars 1852 qui lui donne ce droit est en effet un de ces décrets-lois qui ont force législative.

a été posée et que M. Ernest Picard (1) a constaté à la Chambre des Députés qu'il y avait là une violation flagrante de la loi de 1836, sans qu'on puisse l'expliquer par un motif de bienfaisance ou d'encouragement aux arts (2).

Ces valeurs ont toujours été très appréciées et sont tous les jours en Bourse l'objet d'importantes négociations. Cependant elles ne produisent jamais qu'un intérêt très minime (3); mais, nous venons de le dire, elles peuvent gagner un lot, rapporter une somme considérable. Du jour au lendemain, celui qui possède de ces valeurs peut se trouver, à la suite d'un tirage au sort, à la tête d'une véritable fortune. Et il n'en faut pas davantage pour expliquer l'empressement du public; à la certitude d'un intérêt supérieur, bien des gens préfèrent la chance de gain d'un lot.

En raison du succès de ces émissions, une industrie s'est formée, qui a pris depuis une vingtaine d'années une extension importante. Des banquiers achètent pour leur compte un certain nombre de ces valeurs à lots. Puis ils les revendent à un prix très supérieur à leur taux en

(1) Chambre des Députés, 9 juin 1865. « Moniteur officiel » du 10 juin 1865.

(2) Labbé. Note dans Sirey : 70, 2, 313. Sous Paris, 25 mars 1870.

(3) Il y en a même qui ne produisent aucun intérêt, par exemple les bons du Crédit Foncier, qui ne produisent rien pendant les soixante-quinze ans que durera l'amortissement.

Bourse, mais en donnant à leurs acheteurs les plus grandes facilités de paiement. ; ils trouvent dans cette combinaison ingénieuse une source sérieuse de bénéfices.

Les personnes qui traitent avec eux sont presque toujours des gens peu aisés qui ne pourraient payer en Bourse, d'un seul coup, les titres qu'ils acquièrent ainsi. On conçoit qu'ils trouvent dans l'offre qui leur est faite un avantage précieux et de nature à leur dissimuler ou à leur faire négliger les risques de l'opération. Moyennant un premier versement très faible, de 5 fr. parfois, ils deviennent immédiatement propriétaires du titre auquel est attachée la chance du lot. Généralement aussi ce genre d'acheteurs est tout à fait ignorant des choses de la Bourse ; ils ne s'aperçoivent pas d'abord de la différence entre le prix de l'émission et la cote actuelle des titres, ensuite et surtout de la différence entre cette cote et leur prix total d'achat. Dans la plupart des cas, cependant, l'opération qu'ils font est bien moins brillante qu'elle ne leur apparaît. Le vendeur, en effet, a pris soin de majorer d'une somme importante le prix véritable du titre. Consentant une vente à crédit, il est naturel qu'il s'assure de cette façon l'intérêt de son avance ; on ne s'étonnerait même pas qu'en dehors de cet intérêt il s'arrange pour réaliser un petit bénéfice représentant la compensation des risques qu'il court.

Mais le plus souvent ce bénéfice se chiffre par

une somme exorbitante. Dans la plupart des contrats ainsi conclus, les banquiers arrivent à faire rendre à leur argent un intérêt de 20, 30 et 40 o/o; l'étude des cas soumis à la jurisprudence amène à constater que des spéculateurs ont majoré de plus des $\frac{4}{5}$ le prix des titres qu'ils mettent en vente. Enfin, étant donnée l'ignorance des gens avec lesquels ils traitent, fréquemment ces derniers se sont crus, sans avoir rien signé, mais simplement par les faits d'un premier paiement, obligés à de nouveaux versements mensuels qu'ils n'avaient pas prévus tout d'abord.

On voit par ce simple aperçu le danger de ce genre d'opérations pour les classes qui ont le plus besoin d'être protégées, parce qu'elles sont non seulement les moins aisées, mais parce qu'elles sont aussi les plus faciles à tromper. Quand on saura que ces spéculations ont atteint en France des proportions si considérables qu'au moment du vote de la loi du 12 mars 1900 les banquiers en question drainaient annuellement plus de douze millions de la petite épargne, on comprendra l'intérêt pratique de l'étude que nous abordons. Ces banquiers inondent les villes et les campagnes d'innombrables prospectus; leurs agents régionaux sont chargés de s'adresser tout spécialement à des ouvriers ou à des cultivateurs. Aussi peu de contrats ont, autant que celui dont nous parlons, fait l'objet de décisions judiciaires. Le Parlement a fini par s'émouvoir de cette situation; des pro-

positions de loi ont été déposées dès l'année 1890, et elles ont abouti au vote de la loi du 12 mars 1900.

Tel est le contrat que nous nous proposons d'étudier dans ses éléments invariables et dans ses clauses les plus fréquentes. Après avoir indiqué quels sont au point de vue économique ses avantages et ses inconvénients, nous étudierons les divers procédés employés par la doctrine et la jurisprudence pour arriver à l'annulation de ces opérations. Nous parlerons ensuite de la loi du 12 mars 1900 et nous verrons si elle remédie d'une façon efficace aux inconvénients qui l'avaient fait naître. Cette étude sera donc divisée en deux parties.

Dans la première, de beaucoup la plus considérable, nous étudierons le contrat, ses clauses ordinaires et accidentelles, et la jurisprudence antérieure à la loi du 12 mars 1900.

La seconde sera consacrée à l'examen de cette loi.

Mais, avant d'aborder l'étude juridique du contrat, il est nécessaire que nous examinions brièvement au point de vue économique, quels sont ses avantages et quels résultats il a donnés (1).

On peut dire que ce sont les avantages que présentent toutes les ventes à crédit. Aussitôt le con-

(1) Voyez sur ce point : « De la Vente à tempérament, » thèse pour le doctorat, par Pierre Hardoin, pages 13 à 29.

trat signé, l'acquéreur devient propriétaire de l'objet qu'il achète, et cela en payant une partie extrêmement minime du prix. Aussitôt l'acquéreur touche les intérêts de l'obligation et court la chance de gagner un lot; c'est là un premier résultat singulièrement appréciable pour les gens qui sont hors d'état de payer de suite la totalité du prix.

Ce n'est pas tout; le mois suivant le paysan ou l'ouvrier auront un nouveau versement à faire, il leur faudra économiser, mettre de côté : dans cette opération, on trouve donc un encouragement donné à l'épargne, un motif pour les acquéreurs de faire des économies.

Enfin, de deux choses l'une : ou la chance favorisera l'acquéreur, et alors il peut arriver d'un seul coup à l'aisance ou même à la fortune ; ou bien l'ouvrier ne gagnera pas de lot, mais, même dans cette hypothèse, pendant quelques années, il aura placé son argent au lieu de le dépenser, il en aura retiré un petit intérêt, et, en définitive, il se trouvera propriétaire d'un capital que peut-être il n'aurait jamais eu sans cela.

Ces motifs ont déterminé l'un des auteurs qui ont étudié la question à considérer l'opération comme excellente pour tous, et à se déclarer partisan de son extension. « Nous ne voyons pas d'inconvénients, dit M. Mack (1), à ce que des

(1) Mack. « De la négociation à crédit, des valeurs à lots, p. 44.

courtiers voyageurs parcourent les villes et les campagnes pour donner à quiconque a fait ou cherche à faire des économies le goût de placements qui, même en négligeant la chance du gros lot, offrent actuellement presque autant d'avantages que les meilleures valeurs financières et industrielles ». Cela revient à dire que l'on doit encourager le contrat, parce qu'il donne l'espoir d'un lot, sans qu'il y ait à redouter de grands risques en raison de l'intérêt que rapportent ces valeurs.

Telle n'est pas notre opinion ; économiquement le contrat nous paraît trop avantageux pour les vendeurs pour n'être pas mauvais pour les acquéreurs ; pratiquement, il faut reconnaître qu'à part l'hypothèse exceptionnelle du gain d'un lot, ces derniers sont de véritables dupes.

Il ne faut pas se le dissimuler, l'opération est basée uniquement sur l'attrait du public pour les gains de hasard ; c'est là certes un mobile qu'il n'y a guère lieu d'encourager. Si encore les résultats étaient bons ; mais quels sont-ils en réalité ?

D'attirer l'argent vers des valeurs bien médiocres, puisque lorsqu'elles rapportent un intérêt, cet intérêt est nécessairement des plus minimes, en raison des capitaux qu'on a dû réserver pour les lots.

De faire payer ces titres un prix très supérieur à ce qu'ils valent réellement, puisque la majora-

tion du prix dans d'énormes proportions est une règle invariable.

De faire escompter l'avenir à des gens peu aisés et qui auraient besoin de toutes leurs ressources. On dit que l'ouvrier est ainsi encouragé à l'épargne ; en réalité, il sacrifiera souvent les choses les plus nécessaires à l'espoir décevant du gros lot ; il trouvera, coûte que coûte, l'argent qui va servir aux versements, et ne pourra plus payer d'autres dépenses qu'il sera, celles-là, obligé de faire. S'il a quelques économies, mieux vaut pour lui les placer ailleurs.

Du reste, l'expérience est là. Tous les jours, les malheureuses victimes sont poursuivies devant les tribunaux et condamnées à effectuer des versements qu'ils sont hors d'état de faire. Si maintenant on examine attentivement les nombreux contrats soumis à la jurisprudence, on constate que jamais, s'il avait été bien éclairé, l'acquéreur n'aurait consenti à traiter, à cause du prix beaucoup trop élevé qu'il arrive à payer en fin de compte.

Loin d'être une opération à encourager, il y a là, nous semble-t-il, un danger très réel et très sérieux, et il était à souhaiter que le législateur intervînt en la matière et protégeât d'une façon efficace les acheteurs ordinaires, gens illettrés et ignorants. L'étude de la jurisprudence à laquelle nous procéderons, mieux que tout le reste, montre qu'on se trouve très généralement en présence d'une véritable exploitation de la crédulité des

pauvres gens, pour le plus grand bénéfice de spéculateurs fort peu intéressants ; nous nous déclarons donc très nettement partisan de mesures radicales destinées à mettre fin à des pratiques désastreuses.

Nous avons exprimé dès le début notre opinion : lorsque nous aurons montré de quelle façon le contrat fonctionne en pratique, nous aurons du même coup démontré son exactitude.

PREMIÈRE PARTIE

La vente à crédit des valeurs à lots avant la loi du 12 mars 1900

Au point de vue juridique le contrat que nous allons étudier est : une vente à crédit. L'acheteur doit devenir immédiatement propriétaire de l'objet vendu, mais un terme lui est accordé pour le paiement du prix. En outre, ce terme présente une particularité consistant en ce que le prix sera payé par acomptes successifs dans une période de temps convenue. C'est une spécialité de la vente à crédit qu'on appelle vente à tempérament.

La vente à tempérament en elle-même n'a rien que de très légitime ; particulièrement employée en matière commerciale, elle y rend de grands services. Chacun sait que les machines à coudre, les bicyclettes et autres objets mobiliers font tous les jours l'objet de ventes de ce genre. On a vivement discuté la légitimité de la vente à tempérament appliquée à des valeurs de bourse, spécialement à des obligations à lots : en tout cas, nous avons déjà indiqué que ses résultats n'avaient pas été heureux.

Nous diviserons cette première partie en trois chapitres. Dans le premier, nous examinerons les

textes et les principes généraux qui régissent la matière. Dans le second, nous étudierons le contrat en lui-même : nous discuterons successivement la validité de ses éléments invariables d'abord, de ses clauses accidentelles ensuite. Le troisième sera consacré aux sanctions soit pénales, soit civiles des prescriptions légales antérieures à la loi du 12 mars 1900.

CHAPITRE PREMIER

LES TEXTES ET LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les auteurs et les tribunaux se sont ingéniés à chercher des moyens juridiques leur permettant d'arriver à déjouer les calculs des spéculateurs et à annuler les ventes à crédit de valeurs à lots consenties par les banquiers. A la vérité celles-ci sont parfaitement licites et, jusqu'à la loi du 12 mars 1900, aucun texte ne les avait règlementées d'une façon particulière. Aussi a-t-on invoqué en la matière d'abord des dispositions des codes, ensuite des lois spéciales, enfin les principes généraux du droit. Nous allons passer en revue ces trois éléments.

PREMIÈRE SECTION

Dispositions des Codes.

L'article 76 du Code de commerce.

La vente à crédit des valeurs à lots traitée de gré à gré entre le vendeur et l'acheteur ne doit-elle pas être annulée comme contraire au monopole des agents de change?

Les opérations de bourse intéressent vivement la fortune publique et depuis des siècles ont été confiées

à une corporation privilégiée. Dès le 17 juillet 1423, une déclaration royale porte ce privilège (1). L'article 76 du Code de commerce n'a fait que reproduire la législation ancienne en réservant aux agents de change « la négociation des titres cotés ou susceptibles d'être cotés (2) ». On s'est demandé si les banquiers qui vendent directement les valeurs à lots aux particuliers à des prix qu'ils fixent eux-mêmes sans tenir compte du cours de la Bourse, n'agissaient pas

(1) V. Annales de Droit commercial, année 1896, 1^{re} partie : Les négociations de valeurs cotées effectuées par l'intermédiaire des coulissiers devant la jurisprudence, par Geouffre de Lapradelle et Lévy-Ullmann.

(2) Des difficultés se sont élevées sur cette expression : effets susceptibles d'être cotés. Un premier système faisait rentrer dans cette catégorie tous les effets négociables qui, par leur importance, sont éventuellement aptes à être portés sur le bulletin de la cote, bien qu'en fait ils n'y aient pas été officiellement inscrits. En ce sens : Paris, 13 novembre 1882, D. P. 83. 2 81-82. Orléans, 10 avril 1883, D. P. 84, 2. 10. Toulouse, 6 juin 1883, D. P. 85. 2. 75. Dans cette opinion, le monopole des agents de change serait à peu près illimité. Un second système subordonne le monopole à l'appréciation arbitraire de la valeur de l'effet par la chambre syndicale des agents de change. La Cour de cassation s'est ralliée à cette théorie par deux arrêts : C. civ. 1^{er} juillet 1895. D. P. 95, 1. 393, et C. civ. 9 mars 1886, D. P. 86, 1. 266. Les seuls effets soumis au privilège des agents de change sont ceux « qui ont été jugés par la chambre syndicale aptes à être portés sur la cote officielle de la Bourse », dit-elle dans le premier de ces arrêts. Et dans le second : « les effets dont la chambre syndicale, usant des pouvoirs qu'elle tient des règlements, a reconnu l'importance et l'avenir en les inscrivant sur le bulletin où se trouvent mentionnées les valeurs ayant déjà un cours officiel comme susceptibles d'y être plus tard ajoutées. C'est la chambre syndicale qui en apprécie le caractère. »

en contravention de cet article 76 du Code de commerce.

La question ne saurait guère faire de doute, et le seul jugement qui, à notre connaissance, ait admis cette théorie, a été réformé par la Cour d'appel dont la décision a été approuvée par la Cour suprême (1).

Ce qui est réservé, en effet, aux agents de change, c'est la négociation, c'est-à-dire *l'entremise* entre le vendeur et l'acheteur, et cette disposition a évidemment un caractère exceptionnel. Rien ne permet de l'étendre à la vente faite directement par le vendeur à l'acheteur, vente qui doit bénéficier du principe de la liberté des transactions. Il est donc inexact de prétendre que les banquiers qui se livrent à notre industrie font une sorte de concurrence aux bourses autorisées.

Ce point paraît aujourd'hui admis universellement en doctrine et en jurisprudence, et il est permis de penser que c'est seulement le désir d'annuler un marché désastreux pour l'un des contractants qui avait inspiré la décision sur laquelle a statué la Cour de cassation en 1888. — Un banquier, comme un particulier, peut vendre de gré à gré une action ou une obligation et le monopole des agents de change ne fait pas obstacle à la vente directe des valeurs à lots (1).

(1) Cass. civ., 11 décembre 1888. D. P. 89, 1, 239; S. 89, 1, 113.

(1) Orléans, 20 novembre 1886. S. 87, 2, 49; D. 88, 1, 489. — Cass. civ., 11 décembre 1888. S. 89, 1, 112; D. 89, 1, 239; Pandectes françaises, 89, 1, 133. — Cass. civ., 30 avril 1900. D. 1903, I, 217. — V. Levy-Ullmann. Des obligations à primes et à lots, thèse pour le Doctorat, p. 241. — Lyon, Caen et Renault. Précis I, n° 1482, et Traité IV, n° 898 et 1007.

DEUXIÈME SECTION

Lois spéciales.

Article premier : Loi du 3 septembre 1807.

Les valeurs sont toujours vendues par les banquiers à un prix qui excède le chiffre de leur cote à la Bourse. Il n'y a pas à s'en étonner, puisqu'il s'agit de ventes à crédit. Dans tous les marchés de ce genre, le prix véritable se trouve majoré d'une somme représentant d'abord l'intérêt de l'argent du vendeur, ensuite les risques que lui fait courir l'insolvabilité possible de l'acheteur. Aussi, d'une façon très générale, la majoration du prix dépasse en fait l'intérêt à 5 0/0 du capital du vendeur.

On a soutenu assez fréquemment que la vente, dans cette hypothèse, constituait un prêt usuraire déguisé tombant sous le coup de la loi du 3 septembre 1807. Cette théorie a été notamment développée par M. Mack (1). D'après lui, « une créance de somme d'argent ne peut être vendue pour un prix supérieur à son montant, parce que cette opération est absurde, parce qu'elle fait supposer une fraude et implique une infraction à la loi contre l'usure ».

Une pareille argumentation est bien vague et bien peu juridique.

(1) Mack. De la négociation à crédit des valeurs à lots, p. 29.

Tout d'abord, l'article 1907 du Code civil dispose que l'intérêt conventionnel peut excéder l'intérêt légal toutes les fois que la loi ne le défend pas. Or, nous sommes incontestablement en matière de vente et non en matière de prêt ; et, en matière de vente, il n'y a pas de prohibition dans la loi. Les auteurs (1) sont aujourd'hui d'accord sur cette question, qu'on peut considérer comme définitivement tranchée par un arrêt de la Cour de cassation (2), qui décide qu'en matière de vente le taux de l'intérêt peut être supérieur au taux légal en matière de prêt.

De par la nature même de la vente à crédit, il ne

(1) Aubry et Rau. 4^e édition, tome IV, p. 608 et 609, § 396, texte et note 34. — Guillouard. Traité du prêt, du dépôt et du séquestre, n° 156. — Baudry-Lacantinerie et Wahl. Traité théorique et pratique du Droit civil : de la société, du prêt et du dépôt, n° 826.

(2) D'autres arrêts (Riom, 12 mars 1828, S. 32, 2, 16 ; Aix, 11 août 1871, D. 73, 2, 127 ; Paris, 20 janvier 1892, S. 94, 2, 169, et D. 93, 2, 305) avaient déjà posé le principe que le prêt conventionnel était le seul contrat auquel s'appliquait la loi de 1807.

La question fut soumise à la Cour de Besançon, qui décida que la limitation du taux de l'intérêt ne s'appliquait pas en matière de vente (Besançon, 21 juillet 1890, S. 91, 2, 114). L'arrêt de la Cour de Besançon fut cassé pour un vice de forme particulier, et l'affaire renvoyée devant la Cour de Dijon, qui statua dans le même sens (Dijon, 11 décembre 1894, S. 95, 2, 117 ; D. 97, 2, 203). Enfin, un arrêt de cassation intervint le 13 mars 1899 (S. 99, 1, 216), dans cette même affaire, approuvant la décision de la Cour de Dijon et rejetant le pourvoi. — V., sur cette question, Bailly, Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur, V. 95, 2, 162 ; Tissier, Note dans Sirey, 94, 2, 169. — Voyez aussi Lyon-Caen et Renault, op. cit., tome IV, n° 988 bis ; Caillemet, Etude sur les intérêts, n° 84.

peut pas être question de lui appliquer la loi sur le taux de l'intérêt. Le prix ne représente pas seulement la valeur de la chose, mais la compensation du retard du paiement, des avantages certains conférés à l'acheteur et des risques courus par le vendeur. L'acheteur peut, en effet, avoir un intérêt très sérieux à payer un prix supérieur au montant de la créance qu'il achète ; cette créance est accompagnée de chances spéciales de gagner un lot, et l'appréciation de ces chances explique que le prix puisse être augmenté. D'un autre côté, il est tout naturel qu'en dehors de l'intérêt de son argent, le vendeur réalise un bénéfice qui sera pour lui la compensation des risques attachés à l'opération qu'il fait en vendant à crédit.

Ajoutons que la violation de la loi du 3 septembre 1807 n'entraîne pas la nullité du prêt usuraire. L'intérêt est simplement réduit et ramené au taux légal. Par suite, même en admettant la théorie que nous avons combattue, on ne pourrait obtenir, en se basant sur la loi de 1807, que les tribunaux annulent le contrat ; ils devraient se borner à réduire le prix convenu.

C'est par ces arguments décisifs, nous semble-t-il, qu'un jurisconsulte éminent, M. Labbé (1), qui a étudié d'une façon particulièrement approfondie les

(1) M. Labbé est l'auteur de trois notes parues dans le Recueil périodique de Sirey : Paris, 25 mars 1870. S. 70, 2, 313 ; Cass. crim., 8 juillet 1882. S. 83, 1, 233 ; Orléans, 20 novembre 1886 ; Paris, 26 octobre 1886 ; Tribunal civil de Nontron, 18 août 1886 ; S. 87, 2, 49 ; — dans lesquelles nous avons puisé les renseignements les plus précieux.

questions relatives à la vente des valeurs à lots (1), réfute le système de M. Mack ; c'est aussi dans ce sens que se sont prononcées toutes les décisions qui, à notre connaissance, ont été rendues en la matière (2).

La majoration du prix supérieur au taux de l'intérêt légal n'est donc pas prohibée par la loi du 3 septembre 1807.

C'est donc à tort que l'on a invoqué devant les tribunaux, en notre matière, la loi sur les taux de l'intérêt ; nous pouvons écarter définitivement ce texte.

Article 2. — Loi du 21 mai 1836.

Ainsi que nous l'avons expliqué, les valeurs à lots sont, en réalité, des billets de loterie, puisque c'est le hasard d'un tirage au sort qui fixe leur remboursement à telle ou telle somme. A ce titre leur émission elle-même tomberait sous le coup de la loi du 21 mai 1836 si elle n'était autorisée par une loi spéciale dérogeant à la règle de prohibition. C'est donc cette loi de 1836 qui est proprement le texte régissant la vente à tempérament des valeurs à lots : mais il faut la com-

(1) En ce sens : Pandectes françaises, Répertoire. V° Loterie, n° 207.

(2) Cass. crim., 29 janvier 1887, D. 87, 1, 463. — Cass. crim., 8 juin 1888, D. 88, 1, 489 ; S. 88, 1, 485. — Trib. civ. de Saint-Etienne, 31 décembre 1900. — *Gazette des Tribunaux*, 31 janvier 1901, D. P. 1902, 2, 117. — Cass. civ. 4 mars 1902, D. 1903, I, 215.

biner avec les lois spéciales qui ont permis à des villes, à des établissements financiers et à des sociétés de faire des emprunts réalisés par l'émission de valeurs à lots.

Nous allons immédiatement poser le principe qui domine tout notre sujet, indiquer le critérium qui décidera de la validité ou de la nullité de l'opération, et, à l'aide duquel on peut, croyons-nous, régler toutes les difficultés qui ont été soulevées. Ce critérium a été ainsi formulé par la Cour de cassation (1).

« Si des lois ont autorisé des villes ou des sociétés financières à émettre des obligations avec primes et lots, les conditions fixées par ces lois spéciales pour la constitution des valeurs à lots ainsi autorisées doivent être rigoureusement observées : si on les modifie dans leurs conditions essentielles, on constitue une opération aléatoire nouvelle tombant, à défaut d'autorisation, sous l'application de la loi du 21 mai 1836 et de l'article 410 du Code pénal ».

La loi de 1836, prohibant les loteries est la règle ; les lois autorisant ces émissions sont l'exception. Ces exceptions ont été admises sous certaines conditions déterminées ; en changeant ces conditions, on fait autre chose que ce qui a été exceptionnellement permis ; sur la loterie qui a été tolérée, on en greffe, en

(1) Cass. Crim. 9 décembre 1887. D. P. 88. 1. 491. Pandectes françaises, 88, 1, 33. — Cass. 3 juillet 1882. S. 83, 1, 233. — Paris. 23 novembre 1882. S. 83. 2. 111. — Nancy, 1^{er} décembre 1886. D. 87. 2. 137. — Cass. 29 janvier 1887. Pandectes 88. 1. 317. — Cass. 8 juin 1888. S. 88. 1. 485. — Trib. corr. Seine. 29 juin 1888. Pandectes 88, 2, 323. — Cass. 30 octobre 1888. Pandectes 89. 1. 122.

réalité, une autre qui ne l'a point été : cette dernière doit donc retomber sous l'empire du droit commun et, par suite, être annulée.

M. Labbé a expliqué ce principe dans sa note de 1883 (1) d'une façon saisissante, que nous croyons devoir citer :

« Une loi spéciale déroge dans une certaine mesure et sous certaines conditions à la loi de 1836. Elle veut faire réussir une opération sérieuse de prêt, en y joignant accessoirement l'appât d'un gain éventuel. Elle exige de celui que le sort et son prestige attirent, un déboursé, un placement d'une certaine importance. Elle moralise ainsi ce que l'espoir d'un gain sans travail a de peu digne d'encouragement. Elle combine et pondère les conséquences de la dérogation qu'elle apporte à une loi de moralité et de protection pour les gens vivant au jour le jour parmi lesquels la loterie faisait le plus de victimes. Séparer la chance d'un lot d'avec la créance d'une somme prêtée, c'est, en modifiant les conditions de l'émission autorisée, perdre l'immunité de cette autorisation. On retombe alors sous la loi générale qui prohibe et punit les loteries et les appels au hasard par la voie d'un tirage au sort ».

Voilà donc le principe posé et justifié. Il n'y a plus qu'à en tirer le critérium dont nous avons parlé et que nous pouvons formuler en disant (2) :

« Est licite, toute opération qui ne modifie pas les

(1) Labbé. Note sous cass. crim. 8 juillet 1882. S. 83, 1, 233.

(2) Voir Lévy-Ullmann : Des obligations à primes et à lots. Thèse pour le Doctorat, p. 233 à 241.

conditions essentielles de l'autorisation législative donnée à l'émission du titre.

« Tombe, au contraire, sous la prohibition de la loi de 1836, tout contrat dont l'effet est de modifier en quelque façon ces conditions essentielles de l'autorisation ».

La première conséquence du principe que nous venons d'énoncer, c'est que la négociation des valeurs à lots régulièrement émises à l'étranger est défendue en France à défaut d'une loi spéciale qui l'autorise.

La loi du 21 mai 1836 est incontestablement une loi d'ordre public. Le législateur français peut évidemment y apporter des exceptions ; mais, lorsqu'il s'agit de valeurs pour lesquelles il n'a pas cru devoir le faire, on retombe sous l'empire du droit commun. « La loi qui permet ou défend une loterie prend une mesure qui touche à l'ordre public et à la moralité sociale. Chaque législateur est, en semblable matière, souverain dans les limites de son territoire. Il s'ensuit que ce qui est licite en pays étranger peut ne pas l'être en France, que la pénalité française peut atteindre l'annonce publique en France et l'offre de céder des valeurs à lots dont l'émission a été parfaitement licite chez une nation voisine (1) ».

En résumé, il suffit de constater que, lorsque ces émissions n'ont été autorisées par aucune loi française, il y a lieu d'appliquer le principe général posé par l'art. 1^{er} de la loi du 21 mai 1836 (2).

(1) Labbé. Note sous cass. crim. 8 juillet 1882. S. 1883. 1, 233.

(2) Id. : Pandectes françaises V^o Loterie. N^{os} 187, 188 et 189. Paris, 25 mars 1870. S. 1870. 2, 313.

La jurisprudence a fait une fréquente application de cette idée, notamment aux valeurs belges à lots (1).

La loi de 1836 est donc le texte fondamental en la matière, et c'est à la lumière du principe que nous venons de poser que nous examinerons dans tous ses éléments le contrat qui fait l'objet de cette étude.

TROISIÈME SECTION

Principes généraux du droit.

La vente à tempérament est un contrat; elle est donc soumise aux règles du droit commun qui déterminent les éléments d'existence et les conditions de validité des conventions en général.

Les éléments d'existence sont le consentement des parties, un objet et une cause. Il suffit d'énoncer ces principes généraux dont l'application n'a pas soulevé en notre matière de difficultés spéciales.

Pour ce qui est des conditions de validité il faut d'abord que les parties soient capables, ensuite que leur consentement ne soit pas vicié.

En pratique il n'y a pas à se préoccuper de la capacité du vendeur; ce sont des banquiers, c'est-à-dire des gens capables de contracter, qui se livrent à la vente

(1) Douai, 6 août 1883. Jurisprudence : Douai, 83, p. 78. — Nancy, 1^{er} déc. 1886. S. 87, 2, 54. — Trib. corr. Seine, 29 juin 1888. Pandectes, 1888. 2, 323.

à crédit des valeurs à lots. On peut se poser la question avec plus d'intérêt au sujet de l'acheteur.

Pour lui, la capacité sera celle qui est requise pour l'acquisition d'une chose mobilière. Ajoutons qu'en principe on doit considérer l'achat de valeurs à lots comme un acte d'emploi de capitaux, acte d'emploi qui sera valablement fait par ceux qui n'ont que des pouvoirs d'administration, par exemple le tuteur, le mineur émancipé, le mari non seulement comme chef de la communauté, mais comme administrateur des biens personnels de sa femme. Toutefois, les tribunaux pourraient être appelés à trancher la question de savoir si l'administrateur n'aurait pas engagé sa responsabilité par un placement trop désavantageux. Ils ont sur ce point un pouvoir souverain d'appréciation (1) et un emploi en valeurs aléatoires acquises à un prix exorbitant pourrait leur paraître une faute.

Le consentement peut être vicié par la violence, l'erreur ou le dol. Il est difficile de concevoir pratiquement la violence dans le contrat qui nous occupe. Mais il n'en est pas de même de l'erreur ni du dol.

1. — De l'erreur.

Aux termes de l'art. 1110 du Code civil, l'erreur qui tombe sur la substance même de la chose peut être une cause de nullité. De vives discussions ont eu lieu sur la question de savoir ce que le législateur a

(1) V. Dalloz. Supplément au Répertoire. V^o Minorité, tutelle, émancipation, n^o 351.

entendu par les qualités substantielles de la chose. Bornons-nous à indiquer que d'après certains auteurs ce sont les propriétés dont la réunion détermine la nature spécifique de la chose vendue (1) : pour d'autres (2) ce sont les qualités qui individualisent la chose et qui auront déterminé le consentement de l'un des contractants ; quelle que soit l'opinion à laquelle on s'arrête sur cette question, on peut parfaitement concevoir une erreur sur les qualités substantielles de la chose dans une vente à tempérament de valeurs à lots.

Par exemple, au moment du contrat, l'obligation est déjà sortie à un tirage et cette circonstance est ignorée du vendeur et de l'acheteur. Dans cette hypothèse l'erreur est certainement de nature à faire annuler le contrat, quelle que soit la théorie que l'on adopte sur les qualités substantielles (3). Les tribunaux, saisis de la question, l'ont tranchée dans ce sens (4).

On peut imaginer une situation un peu différente : une personne a, par exemple, acheté une obligation à lots de la Société de Panama, postérieurement à la mise en liquidation judiciaire de cette Société et sans avoir eu connaissance de cette liquidation. Elle a donc acquis une obligation qu'elle croyait productive d'in-

(1) Aubry et Rau. Tome IV, p. 296, § 343 *bis*, 1°.

(2) Demante et Colmet de Santerre. Tome V, 16 *bis*, II.

(3) Lévy-Ullmann. Traité des obligations à primes et à lots, page 317.

(4) Trib. civ. Seine, 21 déc. 1892. Gazette des Tribunaux du 22 décembre 1892.

térêts et qui en réalité n'en rapportait aucun (1). Là encore, on pourrait considérer que le contrat est vicié par suite d'une erreur sur les qualités substantielles de la chose. Mais, à notre connaissance, on n'a pas en pratique invoqué l'erreur comme cause de nullité du contrat, sauf dans l'hypothèse d'une obligation déjà sortie au tirage.

2. — *Le dol.*

Le lecteur sait déjà que, dans les ventes à tempérament en question, il y a toujours d'un côté un ignorant, un homme pauvre et souvent illettré, de l'autre un banquier ayant à son service des agents ou des courtiers qui cherchent à éblouir les paysans et les ouvriers par l'appât des lots et les avantages chimériques du marché qu'ils proposent. Nous avons dit aussi qu'en raison de la majoration excessive du prix, le traité était d'une façon très générale désastreuse pour l'acheteur. Ces deux circonstances ont inspiré aux victimes l'idée de demander l'annulation du contrat pour dol et les tribunaux ont fréquemment recouru à ce procédé pour faire rentrer les malheureux dans leurs déboursés.

Les principes généraux en matière de dol sont trop connus pour que nous fassions autre chose que de les énoncer. Celui qui se prétend victime du dol doit éta-

(1) Nous nous bornons à signaler les conséquences de la liquidation judiciaire au point de vue des intérêts, puisque le paiement des lots et l'amortissement reste garanti pour les obligations de Panama.

blir : des manœuvres frauduleuses telles, que, sans elles, il n'aurait pas contracté. Il y a donc là avant tout une question de fait et les tribunaux ont sur ce point un pouvoir souverain d'appréciation. L'étude de la jurisprudence montre qu'ils en ont très largement usé ; sans entrer dans le détail des espèces, nous pouvons indiquer les principales circonstances sur lesquelles ils se sont basés pour annuler le contrat pour dol.

Le caractère onéreux du traité est la première. Nous aurons l'occasion de le démontrer ; si l'acheteur avait compris au juste l'opération qu'on lui proposait, s'il s'était rendu compte du prix auquel on lui faisait payer le délai qui lui était accordé, presque jamais il n'aurait signé le marché. Les tribunaux mentionnent généralement l'ignorance complète où se trouvent les acheteurs des choses de la Bourse, en indiquant que cette circonstance a facilité le succès des manœuvres employées. Jusqu'en 1885, dans la plupart des marchés, les récépissés des demandes d'achat présentaient toutes les apparences d'une valeur de Bourse de telle sorte que l'acheteur pouvait croire qu'on lui donnait un véritable titre. Cette habitude était devenue si répandue qu'une loi du 11 juillet 1885 a interdit la vente des imprimés simulant des valeurs de Bourse. Souvent aussi les tribunaux chargent les Parquets de les renseigner sur les agissements habituels des courtiers, sur les promesses qu'ils ont l'habitude de faire ; quelquefois ils ordonnent la comparution des parties de façon à savoir exactement quels procédés ont été employés (1).

(1) Aix, 28 décembre 1898. D. P., 1901, 2, 222. — Cour de Dijon, 20 juin 1902. — Trib. civil de Vesoul, 3 juillet 1900. An-

Ce sont là des questions de fait et nous ne pouvons insister davantage sur ce point. En droit, il est certain que pour qu'on puisse annuler pour dol, il faut que celui qui se prétend victime de manœuvres frauduleuses en apporte une preuve formelle. Une pareille preuve est fort difficile et rares seront les cas où l'on pourra l'administrer.

nales de Droit commercial, 1901, page 55. — Exemples de contrats où les vendeurs avaient fabriqué des imprimés représentant des titres : Nancy, 1^{er} décembre 1886. D. P. 86, 2, 39. — Orléans, 13 mars 1887. D. P., 1888, 5, 302.

CHAPITRE II

ÉTUDE DU CONTRAT EN LUI-MÊME DANS SES ÉLÉMENTS INVARIABLES ET DANS SES CLAUSES ACCIDENTELLES.

Nous allons maintenant entrer dans l'étude détaillée du contrat, et prenant pour base la loi du 21 mai 1836 nous examinerons successivement la validité des éléments qui se retrouvent invariablement dans tous les traités et des clauses accidentelles qui peuvent s'y rencontrer.

PREMIÈRE SECTION

Éléments invariables du contrat.

Dans toutes les ventes à tempérament de valeurs à lots on trouve :

Le paiement du prix par acomptes successifs.

La majoration du prix.

La rétention du titre par le vendeur.

Article premier. — Le paiement du prix par acomptes successifs.

Les décisions de jurisprudence parlent le plus souvent « du paiement par acomptes successifs d'un

prix supérieur au taux de l'émission » ; comme ces deux éléments sont toujours réunis, comme les tribunaux dans la plupart des cas les déclarent tous deux licites, il est assez naturel qu'ils les groupent. Mais, pour la clarté de notre étude il nous paraît qu'il y a intérêt à distinguer et à étudier successivement la validité du paiement du prix par acomptes successifs et la majoration de ce prix.

Le paiement du prix par acomptes successifs est pour ainsi dire de l'essence même du contrat que nous examinons. C'est cette circonstance qui caractérise la vente à tempérament et la différencie de la vente à crédit dont elle n'est qu'une forme spéciale (1). C'est elle aussi qui explique la facilité avec laquelle les banquiers trouvent des acquéreurs. Pour les gens peu fortunés qui sont leur seule clientèle, c'est un avantage singulièrement appréciable que de faire un déboursé très minime et de se trouver immédiatement en situation de gagner un gros lot. On comprend l'effet produit sur l'ouvrier auquel on dira : En versant 5 francs, vous pouvez demain en gagner 100,000. Ce n'est pas tout ; lorsque cet ouvrier traitera, il songera qu'il n'a à verser que 5 ou 10 francs, et ne se doutera pas qu'on lui fait payer chèrement le délai qu'on lui donne par la majoration de son prix d'acquisition.

Ce paiement du prix par acomptes successifs est-il licite ? On l'a contesté, et certaines cours d'appel y ont vu une modification aux conditions essentielles de la loi d'émission.

(1) Lévy-Ullmann. Des obligations à primes et à lots, pages 245, 246 et 249.

Les lols qui autorisent une émission, a-t-on dit, établissent un rapport entre la somme que doit verser le souscripteur et les chances de gain qui lui sont offertes. C'est intentionnellement qu'elles ont exigé un déboursé important ; de cette façon l'opération sera principalement un prêt sérieux, et la partie aléatoire, la chance du lot ne sera qu'accessoire et secondaire. La vente avec prix fractionné détruit cet équilibre légal qui est la condition sous laquelle le législateur a dérogé à la loi de 1836. En un mot, le mode de paiement du prix est une des conditions essentielles des lois d'émission ; si vous le modifiez, vous sortez des limites de la permission, vous faites autre chose que ce qui a été autorisé et vous retombez dès lors sous la prohibition générale (1).

Nous serions heureux de pouvoir nous rallier à cette thèse, car, si elle était admise, elle ferait disparaître en grande partie les abus que nous avons signalés. Si les banquiers étaient obligés de demander d'un seul coup la totalité du prix auquel ils vendent au moyen du fractionnement, ils n'auraient à peu près plus aucune chance de trouver des acquéreurs en mesure de payer le prix en une seule fois et assez naïfs pour acheter de cette façon bien plus cher qu'en Bourse ; mais telle n'est pas notre opinion.

Pour que l'objection ait une portée, il faudrait établir que l'acheteur ne fait pas le déboursé sérieux voulu par la loi. Or, de par son premier versement, il s'engage à le faire ; il ne risque donc pas 5 ou 10 fr.

(1) En ce sens, Paris, 23 novembre 1882. S. 83, 2, 111.

pour gagner un gros lot, il contracte une obligation effective s'appliquant à l'intégralité du prix fractionné. Il achète donc le titre même plus cher qu'on ne le vend en Bourse, et son déboursé pour n'être pas immédiatement complet n'en sera pas moins aussi considérable ; il le sera même davantage.

L'acheteur qui paie le prix par versements successifs fait donc bien l'opération permise par la loi d'émission ; il court bien exactement l'aléa prévu par le législateur et autorisé par lui ; il n'y a donc pas de dérogation à la loi d'autorisation.

Dès lors, le droit commun, c'est-à-dire le principe de la liberté des conventions reprend son empire et l'on n'aperçoit pas plus de raison d'annuler la vente de valeurs à lots dans ces conditions qu'une vente à tempérament quelconque. D'une façon très générale, la jurisprudence s'est ralliée à ce système (1), et il nous paraît que tout ce qu'on peut faire, c'est de regretter que les principes juridiques ne lui aient pas permis d'adopter une autre solution.

Le paiement du prix par acomptes successifs est donc parfaitement licite.

Article 2. — La majoration du prix.

Nous avons rangé la majoration du prix parmi les éléments invariables de notre contrat et déjà expliqué

(1) Nancy, 28 décembre 1881, sous Cass. 8 juillet 1882. S. 83, 1, 233 ; Tribunal de Nontron, 18 août 1886 ; Orléans, 20 novembre 1886. S. 87, 2, 49 ; Orléans, 15 mars 1887, D. P. 88. S. 302 ; Civ. Rej. 30 avril 1900. D. 1903. I, 217.

en examinant cette majoration au point de vue spécial de la loi du 3 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt que, dans une certaine limite, elle était toute naturelle, puisqu'il s'agissait de ventes à crédit.

Mais les spéculateurs qui se livrent à cette sorte de négociation ont singulièrement exagéré leur bénéfice, puisque, dans la plupart des cas, ils font rendre à leur argent un intérêt de 25 à 30 %. L'étude des contrats soumis à l'appréciation des tribunaux montre qu'ils vendent, en général, de 160 à 170 francs le quart d'obligation qu'ils ont payé 100 francs à la Bourse (1). On pourrait s'imaginer, au premier abord, que ce sont précisément les contrats où le prix était exorbitant qui ont été déferés aux tribunaux. Il n'en est rien ; ce sont toujours les mêmes financiers qui vendent à tous pour le même prix, d'ailleurs porté sur leurs prospectus, et pour une victime qui risque un procès, il en est des centaines qui se résignent à payer pour éviter les poursuites et les frais.

L'honorable rapporteur de la loi du 12 mars 1900, au Sénat, M. Cordelet (2), a cité trois exemples : dans l'un, l'acheteur avait payé 177 francs 30 un quart d'obligation de la ville de Paris coté 110 francs ; dans l'autre, 177 fr. 50 un quart d'obligation coté 100 fr. ; dans le troisième, 185 francs un bon foncier coté

(1) Vente d'une obligation communale du Crédit Foncier valant 460 francs moyennant 620 francs : Le Capitaliste du 26 novembre 1890. — Exemples cités par M. Cordelet, séance du 18 décembre 1893, Journal officiel du 18 décembre 1893, page 1451.

(2) Séance du 18 décembre 1893. Journal officiel du 19 décembre 1893, page 1451.

100 francs. Or, il n'a pas, sauf peut-être dans le dernier cas, cité des exceptions, mais bien des exemples quelconques, et la majoration du prix des trois quarts peut être considérée comme la plus fréquente.

On comprend maintenant que lorsque nous apprécions au début de cette étude les avantages et les inconvénients du contrat, nous ayons affirmé que dans la pratique ses résultats avaient été déplorables; mieux que tout argument théorique, une semblable constatation démontre qu'il y aurait tout intérêt à en interdire complètement la pratique par des mesures spéciales dérogoratoires au droit commun, puisque, grâce à lui, des banquiers peuvent spéculer sur l'ignorance et la crédulité des classes pauvres.

C'est qu'en effet, en l'état de notre législation, la majoration du prix de vente est parfaitement licite, quelque exorbitante qu'elle soit, et cela par la raison bien simple que ce qui n'est pas défendu est permis. « Les valeurs à lots se vendent, elles sont dans le commerce, dit M. Labbé (1). Vendre une chose plus cher qu'elle ne vaut est un mauvais procédé. Est-ce un délit? » Non, évidemment.

On a bien songé à reprendre à ce sujet le raisonnement que nous avons déjà indiqué à propos du paiement par acomptes successifs et à dire : le prix est une condition essentielle de l'émission ; si on le modifie, on change une condition de la loi, on fait autre chose que l'opération exceptionnellement permise ; par suite, on retombe sous la prohibition de la loi de

(1) Labbé. Note de 1883 dans Sirey, précitée.

1836 (1). Cette argumentation est manifestement inexacte.

Le prix fixé par la loi d'émission, l'enjeu de la loterie, est si peu une condition essentielle qu'il peut changer le lendemain même de cette émission, qu'il varie tous les jours par les fluctuations de la Bourse.

Dira-t-on que le cours de la Bourse est là pour le fixer ?

Mais, d'abord, il y a des valeurs qui ne sont cotées qu'en Banque, pour lesquelles il n'y a pas, par conséquent, de cours officiel ; pour ces valeurs-là, la cote est si peu un élément obligatoire, qu'en fait, elle varie suivant les banquiers. Or, on peut parfaitement vendre à tempérament de ces valeurs à lots (2).

Ensuite, même pour les valeurs cotées en Bourse, le cours moyen n'est qu'une indication, un renseignement qui n'oblige personne. S'il plaît à un particulier d'acheter moyennant un prix supérieur au cours de la Bourse, comment l'en empêcher ? C'est d'autant plus impossible que, dans notre hypothèse, l'acquéreur a un délai, des facilités pour payer ; il peut donc avoir un gros intérêt à acheter plus cher qu'en Bourse, puisque, en échange de cette majoration, on lui concède des avantages spéciaux.

On est d'accord sur ce point qui a été consacré par la jurisprudence ; la Cour de cassation s'est très fré-

(1) Paris, 23 novembre 1882 (D. P. 83. 2, 32. — Mack. Op. cit. p. 27.

(2) Nous retrouverons cette distinction entre les valeurs cotées en Bourse et les valeurs cotées en Banque en étudiant la loi du 12 mars 1900, qui ne s'applique qu'aux premières.

quemment prononcée, toujours dans ce sens (1), et sa théorie doit être approuvée. La majoration du prix est donc licite.

Article 3. — La rétention du titre par le vendeur.

Nous arrivons à une question qui a soulevé de nombreuses difficultés dans la pratique ; il importe donc de bien préciser le point que nous allons examiner.

Les banquiers ne délivrent jamais le titre à l'acheteur aussitôt qu'il en devient propriétaire, c'est-à-dire aussitôt qu'il a fait le premier versement en signant le contrat ; dans la plupart des cas, et nous leur en ferons une obligation, ils spécialisent le titre vendu en indiquant immédiatement à l'acheteur son numéro et en lui donnant un récépissé constatant qu'il en est propriétaire.

Mais ils gardent le titre et il faut reconnaître que, dans la pratique, il ne peut en être autrement. Car en le livrant à un acheteur qui ne fait qu'un versement de 5 ou 10 francs, ils courraient le risque de le voir s'en défaire et de se trouver en présence d'un insolvable ; ils le conservent donc en gage.

(1) Orléans, 20 novembre 1886. D. P. 88, 1, 489. — Cass. crim., 8 juin 1888. D. P. 88, 1, 489 ; S. 88, 1, 485. — Cass. civ., 11 décembre 1888. D. P. 89, 1, 239. — Trib. corr. Seine, 29 juin 1888. Pandectes. 88, 2, 323. — Cass. civ., 14 mars 1894. D. P. 94, 1, 477. — Amiens, 21 décembre 1900. « Gazette du Palais », 16 janvier 1901. — Rousseau : De la vente à crédit des valeurs à lots, p. 64 et suivants. — Lévy-Ullmann : op. cit., p. 253.

Seulement, si le vendeur se trouve ainsi garanti, l'acheteur ne l'est guère. Il y avait bien des contrats où une clause spéciale obligeait le banquier à représenter le titre à toute réquisition de l'acheteur, ce qui permettait de s'assurer s'il restait bien en la possession du vendeur ; mais cette clause n'était guère fréquente avant la loi du 12 mars 1900 qui en a rendu l'application obligatoire. Et alors l'acheteur était bien obligé de s'en remettre à la bonne foi du détenteur du titre. Que ce titre vienne à gagner un gros lot, on peut envisager l'hypothèse où un vendeur malhonnête touchera le lot et disparaîtra ensuite.

De plus, le cas s'est présenté devant les tribunaux⁽¹⁾ où le vendeur n'avait même pas les titres ; l'acheteur n'avait donc pas la certitude absolue de toucher le lot en cas de gain.

Cette question de la rétention du titre crée une situation de nature à faire naître des difficultés, puisque le vendeur a le plus gros intérêt à conserver le titre en gage et que l'acheteur n'en a pas moins à ne pas le lui laisser.

Ce n'est pas tout : un certain nombre de contrats contiennent une clause aux termes de laquelle le vendeur se réserve formellement le droit de pouvoir donner en gage à son profit et selon sa seule volonté les titres qu'il a vendus et qu'il détient ainsi. Et du moment que le banquier s'est réservé la rétention des titres vendus jusqu'au dernier versement, en fait il se ménage ainsi la faculté de s'en servir pour ses besoins

(1) Nancy, 1^{er} décembre 1886. D. P. 87, 2, 137 ; S. 87, 2, 54.

personnels et notamment de les remettre en gage entre les mains d'un tiers pour sûreté d'avances qu'il se fera consentir. C'est ce que fait très judicieusement observer un jugement récent du tribunal de Saint-Etienne (1).

Nous tenions à signaler de suite ce côté important de la question de la rétention du titre par le vendeur, mais nous réservons à un article ultérieur l'étude de la clause spéciale dont nous venons de parler, puisqu'elle n'est qu'accidentelle dans le contrat ; nous allons examiner maintenant si juridiquement la rétention du titre par le vendeur est licite.

Nous le croyons fermement : sans doute elle peut être dangereuse pour l'acheteur ; mais, de ce qu'il peut avoir tort de s'en fier à la bonne fois de son co-contractant, il ne s'ensuit pas qu'il n'ait pas le droit de le faire. C'est peut-être imprudent de sa part, mais en l'état de notre législation on ne peut l'en empêcher.

L'opération reste en effet strictement légale, d'abord au point de vue de l'application des principes sur la translation de la propriété, ensuite au point de vue de l'application de la loi du 21 mai 1836.

D'abord, disons-nous, au point de vue des principes sur la translation de la propriété. Car, bien que la tradition du titre ne soit pas faite par le vendeur au moment de la vente, le transport de la propriété ne s'en opère pas moins d'une façon incommutable au jour de la convention, puisque la spécialisation de

(1) Trib. de Saint-Etienne, 31 décembre 1900. Gazette des tribunaux, 31 janvier 1901. D. P. 1902, 2, 117.

l'objet vendu par la désignation du numéro du titre en fait un corps certain dont la propriété se transmet entre les parties (1) en dehors de toute tradition effective par le seul effet du consentement. Ce qui est essentiel, c'est que le vendeur fasse immédiatement connaître à l'acheteur le numéro du titre qu'il vend : il ne s'agit pas en effet de choses fongibles et l'on ne peut pas, en raison des chances de gain d'un lot, parler de donner à l'acheteur, une fois les versements effectués complètement, un titre non déterminé jusqu'alors par l'indication de son numéro. En un mot, au point de vue des principes généraux, l'acheteur doit devenir immédiatement propriétaire; mais il le devient *solo consensu* par la désignation du numéro du titre qui lui est attribué. Dès lors, la rétention du titre apparaît comme une circonstance accessoire, comme une convention indépendante que les parties ont parfaitement la faculté de passer en dehors de toute prohibition légale.

Mais n'y a-t-il pas une prohibition légale? Aux termes de l'article 1612 du Code civil « le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paie pas le prix et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement ». Est-ce qu'il n'en résulte pas que le vendeur à crédit n'a pas le droit de rétention? Si en principe, mais c'est là une

(1) Nous disons : entre les parties. Il importe de bien remarquer en effet, qu'à l'égard des tiers il en est autrement. La propriété des titres nominatifs ne se transmet vis-à-vis d'eux que par le transfert et celle des titres au porteur que par la tradition.

disposition qui n'est en rien d'ordre public ; dès lors les parties peuvent y déroger (1).

Tel est, à notre avis, le véritable point de vue auquel il faut se placer pour déclarer licite la rétention du titre. Envisageant la question au point de vue de la loi de 1836, les tribunaux n'ont pas eu de peine à montrer que cette rétention ne constituait aucune dérogation aux conditions essentielles des lois d'émission : c'est une circonstance accessoire qui n'altère en rien le titre émis, qu'on peut parfaitement stipuler et sur ce point en effet, il n'y a aucune difficulté (2).

Les éléments invariables du contrat sont donc tous trois absolument licites. Dès lors nous pouvons d'ores et déjà constater que les tribunaux étaient dans la nécessité de valider les traités auxquels n'étaient pas venues s'ajouter d'autres clauses défendues ; ils devaient donc, en présence d'une vente de titres faite moyennant un prix exorbitant, rendue plus dangereuse par cette double circonstance que l'acquéreur avait été séduit par les facilités de paiement qu'on lui avait offertes et que le vendeur pouvait garder le titre pas devers lui, valider le contrat, déclarer permises des spéculations nettement malhonnêtes et condamner les victimes à exécuter des engagements qu'elles n'avaient contractés qu'en raison de leur ignorance et

(1) Cass. Reg. 19 janvier 1859. S. 59, 1, 732. — Trib. civ. d'Albi, 11 mai 1900. La Loi, 2 juin 1900.

(2) Trib. corr. Seine, 29 juin 1888. Pand. 88, 2, 323. — Cass. 14 mars 1894, S. 94. 1. 393. — Amiens 21 décembre 1900, Gazette du Palais, 16 janvier 1901. — Trib. civ. St-Etienne : Gazette des Tribunaux, 31 janvier 1901, et D. P. 1902, 2, 107.

de leur crédulité : c'était là, certes, une situation regrettable et de nature à faire désirer une intervention législative efficace.

DEUXIÈME SECTION

Clauses accidentelles du contrat.

Aux trois éléments invariables dont nous venons de parler, viennent presque toujours s'ajouter un certain nombre de clauses dont nous devons discuter la validité. Nous les rangerons en deux catégories ; les unes sont destinées à obtenir plus facilement l'acceptation des acheteurs, les autres à augmenter soit les garanties, soit les bénéfices des vendeurs.

Article premier. — Clauses destinées à obtenir plus facilement l'acceptation de l'acheteur.

I. Clauses obligeant le vendeur à payer une prime ou à remplacer le titre lorsque celui-ci vient à être remboursé au pair.

Nous nous trouvons d'abord en présence de deux stipulations qui se présentent comme étant à l'avantage véritable de l'acheteur.

Par une convention spéciale, du reste d'un usage peu fréquent, le banquier s'oblige à payer une prime donnée, de 50 francs par exemple, au cas où, avant le paiement complet du prix, le sort désignerait le titre vendu pour un remboursement au pair. Cette clause

ne se comprend que dans les hypothèses les plus ordinaires, celles où le titre a été acheté au-dessus du pair : s'il avait été acheté au-dessous du pair, il y aurait, en effet, un bénéfice pour l'acheteur.

Plus souvent, il est convenu que si avant le paiement total, le titre vendu sort au tirage sans lot, le vendeur devra le remplacer par un autre titre.

En apparence, tout au moins, ces deux clauses sont très favorables aux acheteurs. Par cette prime de consolation dans le premier cas, par le nouvel espoir de gagner un lot qui lui est offert dans le second, les banquiers corrigent, dans une certaine mesure, la majoration excessive qu'ils ont fait subir au prix du titre ; il est vrai qu'en général ils augmentent en conséquence cette majoration et ne donnent d'une main que parce qu'ils reprennent de l'autre. Néanmoins, en elles-mêmes, il serait à désirer qu'on pût encourager ces deux clauses, puisque le contrat est permis.

Le peut-on juridiquement ? Nous ne le pensons pas. Comme le dit fort bien la Cour de Besançon (1), il y a là l'aliment d'un jeu entre le vendeur et l'acheteur puisque ces clauses créent une alternative particulière qui rend l'opération aléatoire entre les parties. Ce jeu spécial, cet aléa particulier sont-ils autorisés par la loi d'émission ? Non. C'est donc le cas d'appliquer le principe que nous avons posé. Pour que la loterie soit autorisée, il faut respecter ses conditions essentielles, ne la modifier en rien. Or, la loterie qui a été autorisée ce n'est plus celle-là. Il importe peu au point de

(1) Besançon. 30 novembre 1882. S. 83, 2, 111.

vue du droit que cette nouvelle loterie soit plus avantageuse pour les joueurs : il suffit de constater qu'elle n'est plus la loterie permise par la loi d'émission pour qu'on doive la déclarer nulle, comme faite contrairement au droit commun, c'est-à-dire à la loi de 1836.

La jurisprudence, qui est unanime à admettre ce point de départ, s'est divisée sur la question, et plusieurs décisions ont statué dans un sens contraire à ce principe directeur. Il y a lieu d'en être surpris, car dans aucune de ces décisions nous n'avons trouvé une réfutation de l'argument qui nous décide. On ne s'explique guère leur solution, sinon par le motif fort peu juridique qu'il est dommage de valider les contrats ne contenant pas ces clauses favorables, et de déclarer nuls précisément ceux où l'acheteur, ayant en plus d'avantages, est le moins intéressant.

C'est dans le même motif que nous pensons trouver l'explication d'une contradiction bien surprenante chez un jurisconsulte aussi éminent que M. Labbé. M. Labbé, dans sa note de 1883, approuve l'arrêt de Besançon que nous avons cité, et, reconnaît que le banquier qui s'engage à payer une prime de 50 francs au cas où, avant le paiement complet, le sort désigne le titre vendu pour un remboursement au pair, modifie les conditions essentielles de la loterie permise. Puis (note de 1887), il déclare que c'est à tort que la Cour a cru devoir annuler un contrat où le banquier avait stipulé que dans la même hypothèse, il remplacerait par un autre le titre ainsi sorti au pair. Il n'y a pourtant pas lieu de distinguer : dans un cas comme dans l'autre, ce n'est plus la loterie telle qu'elle est permise qui est proposée au public.

Cette clause est également approuvée dans une note

parue sous un jugement du tribunal de la Seine (1). L'auteur affirme que toutes les conditions essentielles de la loterie sont respectées et que le banquier se borne à donner une garantie de plus à l'acheteur. Mais, précisément, là où on veut voir une garantie de plus, il y a en réalité une condition tout-à-fait nouvelle. Il faut donc appliquer le texte et l'esprit de la loi de 1836, puisque la loi a voulu avant tout protéger le public contre l'attrait des loteries et que du fait de la clause avantageuse cet attrait se trouve encore accru. Il ne suffit pas que la clause soit favorable à l'acheteur pour la déclarer licite, puisqu'on a voté la loi prohibitive des loteries dans le but de protéger l'acheteur ou le joueur contre son propre entraînement.

Et puis c'est bien le cas de retourner contre M. Labbé (2) ses propres arguments. « Il faut statuer, dit-il, non par impression mais par logique, sous l'empire d'une loi positive. Il faut circonscrire avec une scrupuleuse attention la limite où expire la prohibition, la pénalité, et où recommence la libre activité de l'homme ». Et ailleurs (3) : « Il est certain que ce genre d'opération (le contrat dont nous parlons) prête à des abus, même à des fraudes, mais le désir de protéger les acheteurs naïfs ou éblouis a fait exagérer les prohibitions de la loi ». Est-ce que la situation intéressante de ces mêmes acheteurs n'a pas en l'espèce

(1) Tribunal de la Seine, 22 décembre 1892. Pandectes françaises. 95, 2, 41.

(2) Labbé. Note de 1883, précitée.

(3) Labbé. Note de 1887, précitée.

un peu fait perdre de vue au savant professeur qui a écrit ces lignes les vraies prohibitions de la loi ? En tout cas il n'y a pas de raison de soumettre à une solution différente les deux clauses que nous venons d'étudier : il faut les déclarer toutes deux licites, ou toutes deux prohibées ; c'est cette dernière opinion que nous croyons fermement devoir être adoptée.

Les tribunaux ont tranché la question dans les deux sens ; néanmoins dans la grande majorité des cas la jurisprudence a annulé le contrat où l'on trouvait ces stipulations et la Cour de cassation n'a jamais varié sur ce point (1).

Aussi, à partir de 1887, nous n'avons plus trouvé ces stipulations spéciales. Faut-il le regretter comme le font certains auteurs ? Nous ne le pensons pas ; les spéculateurs en profitaient pour augmenter encore la majoration du prix de vente et en définitive les acheteurs n'y gagnaient pas grand chose. En tout cas, à notre avis, la Cour de cassation s'est rangée à la solution rigoureusement juridique et ces clauses doivent être considérées comme illicites.

Indiquons en terminant que nous approuvons pleinement une décision du tribunal de la Seine (2) qui a validé le contrat dans l'espèce suivante : il n'y avait pas de stipulation obligeant le vendeur à livrer un

(1) En ce sens : Cass. crim. 8 juillet 1882. S. 83, 1, 233. — Besançon, 30 novembre 1882. S. 83, 2, 111. — Limoges, 1^{er} mai 1884. S. 85, 2, 32. — Cass. 31 janvier 1885. S. 85, 1, 240. — Contra. Nancy, 28 déc. 1887. Rapp. sous l'arrêt de Cassation de 1882 précité, qui réforme l'arrêt de la Cour.

(2) Trib. de la Seine, 22 décembre 1892. — Pandectes, 92, 2, 41.

autre titre en cas de remboursement au pair, mais cette éventualité s'étant produite, le vendeur avait consenti à remplacer le titre sorti. Il fut poursuivi correctionnellement et le ministère public prétendit trouver dans cette circonstance la violation de la loi de 1836.

C'était là une théorie singulière dont le tribunal fit justice en acquittant le prévenu. « Il n'y avait là, dit M. Labbé, qu'un nouveau contrat consenti aux mêmes prix et conditions que le premier ». On peut même dire qu'il n'y avait là qu'un cadeau ; or, il n'y a pas de loi qui défende d'en faire. Si même nous croyons que les banquiers modifient les conditions de la loterie en prenant l'engagement de remplacer le titre, on ne saurait trop les engager à le faire, sans y être tenus.

II. Clauses permettant à l'acheteur de résoudre le contrat sans payer la totalité du prix.

Les clauses de ce genre ont été d'un usage très fréquent et voici les diverses formes qu'elles ont revêtues dans la pratique.

La Société s'interdit le droit de poursuivre l'acheteur d'une valeur à lots, qui cesserait ses versements mensuels, en se bornant à se réserver le droit après deux mois de retard de vendre l'obligation au cours moyen de la Bourse (1).

Ou bien, et malgré la différence de rédaction, la clause aboutit au même résultat, l'acheteur peut re-

(1) Cour d'Aix, 22 mars 1888, et Cass. crim. 8 juin 1888. D. P. 88, 1, 489. S. 88. 1. 485.

noncer au contrat en laissant passer deux termes mensuels sans les payer, à la condition de perdre tout simplement les versements déjà effectués (1).

C'est ici le lieu de parler de la vente dite d' « options », qui date en France de 1883 et qui, vers 1895, a été très pratiquée (2).

Les banquiers vendaient, sous le nom d'options, certains titres qui allaient être soumis à un tirage avec la faculté, dans un délai très court après le tirage, pour l'acheteur seulement, d'annuler la vente en abandonnant au vendeur la somme versée.

En pratique, l'opération affectait les formes suivantes :

En échange d'une somme de deux ou de cinq francs, le banquier remettait à son acheteur un engagement ainsi conçu : « Je tiens à la disposition de Monsieur X..., demeurant à....., une obligation Panama portant le numéro...., contre le paiement de la somme de..... Passé le..., le présent devient nul. Paris, le..... Signature du banquier.

Ou bien, le banquier se faisait adresser par l'acheteur une lettre dans cette forme : « Veuillez me vendre une obligation Panama, au prix de...., et m'en dési-

(2) Limoges, 1^{er} mai 1884. S. 85, 2, 32.

(1) On dit aussi : vente à option de valeurs à lots. Nous avons suivi l'expression : vente d'options ; c'est celle qui est employée par M. Lévy-Ullmann, op. cit. M. Lévy-Ullmann a étudié toutes ces questions, non seulement dans son : *Traité des obligations à primes et à lots*, mais encore dans des articles qui paraissent régulièrement dans les *Annales de Droit commercial* depuis 1896. Voyez ces *Annales*, aux mots : *Opérations de Bourse*, *Jeux de Bourse*, *Ventes à tempérament* ; table alphabétique.

gner le numéro par retour. Ci-joint la somme de cinq francs à titre d'acompte sur ce prix. Passé le....., veuillez tenir le présent achat pour non avenu. Date et signature de l'acheteur. »

Les banquiers offraient encore au public la vente d'options par des affiches dont voici la teneur : « Bons Panama. — Tirage du..... — X... vend à ses guichets des bons qui concourent à ce tirage. Il les reprend à 2 francs au-dessous du prix de vente, pendant les cinq jours qui suivent le tirage... » Ou bien : « Bons Panama. — Tirage du..... — X... vend actuellement ces titres à 122 francs, et les reprend aux acheteurs jusqu'au 20 février inclus, avec une différence de 2 francs (1) ».

L'offre est faite dans ces termes ; mais, en fait, les banquiers n'exigent pas toujours, dans ces deux dernières hypothèses, le versement de la somme intégrale ; si on leur achète un certain nombre de titres, ils se contentent, par exemple, d'un acompte de 10 francs sur chaque titre.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte par les formules qui précèdent, l'acheteur a dans tous ces contrats un choix, une « option » ; il est libre de prendre le titre en payant le prix fixé, ou bien de résoudre le contrat en laissant au banquier la somme qu'il lui a versée. C'est cette option qui a donné son nom au contrat.

La vente d'options n'est pas une vente à tempéra-

(1) Nous empruntons ces renseignements à M. Lévy-Ullmann : *Traité des obligations à primes et à lots*, pages 283 à 296.

ment, puisque le prix n'est pas payable par fractions successives dans un temps donné ; les auteurs la présentent, en général, comme une vente ordinaire faite sous condition résolutoire, la résolution dépendant de la volonté de l'acheteur.

La jurisprudence n'a pas hésité à déclarer illicites toutes les clauses permettant à l'acheteur de résoudre le contrat sans payer la totalité du prix, et toutes les ventes d'options, sous quelque forme qu'elles se présentent (1), et un arrêt de cassation récent (2) a définitivement condamné ces opérations.

Nous approuvons pleinement la théorie de la Cour suprême. Prenons l'hypothèse dans laquelle la vente d'options apparaît comme étant une vente véritable et sérieuse du titre : un banquier vend moyennant 125 francs, par exemple, un quart d'obligation, quelques jours avant un tirage ; il ne délivre le titre que contre paiement de la somme totale, et tout ce qu'il offre à son acheteur, c'est la possibilité de lui revendre ce titre moyennant 120 francs, dans les cinq jours qui suivront le tirage. On a soutenu que cette opération n'avait rien que de très licite, qu'il y avait là une vente sous condition résolutoire, ou même une vente

(1) Limoges, 1^{er} mai 1884. S. 85, 2, 32. — Aix, 22 mars 1888. D. P. 88, 1, 489. — Cass. crim., 8 juin 1888. S. 88, 1, 485. — Trib. corr. Seine, 29 juin 1888. Pandectes, 88, 2, 323. — Trib. corr. Seine, 22 juin 1899. D. P. 1900, 2, 495. — Paris, 24 janvier 1900. Gazette du Palais, 1900. 1, 296.

(2) Cass. crim., 14 juin 1901. Gazette du Palais, 1901, 2, 35 ; D. P. 1902, Table v^e Loterie, page 408.

pure et simple, ne changeant en rien les conditions essentielles de l'émission du titre (1).

Si on va au fond des choses, on constate que cette condition résolutoire, c'est la faculté, moyennant l'abandon d'une petite somme, de renoncer au contrat, d'annuler l'opération. Ce n'est qu'en apparence que le titre est vendu entièrement ; ce qui est cédé en réalité, c'est la chance de gagner un lot, et le vendeur reste si bien propriétaire du titre, que les décisions précitées constatent qu'à part le cas où le titre vient à être favorisé par le tirage, tous les acheteurs annulent le contrat et, dans le délai fixé, rendent les titres au vendeur. En fait, l'intention certaine des parties, c'est uniquement la cession du droit de tirage, et la seule vente ferme qui est réalisée c'est celle des chances de gain d'un lot. La vente du titre est purement fictive et elle n'est mise en avant que pour masquer l'opération prohibée.

Ainsi le vendeur dénature le titre, sépare la chance du tirage au sort de la valeur à laquelle elle était attachée ; il est donc exact de constater, comme le fait la Cour de cassation (2), « qu'il crée une opération aléatoire lui appartenant en propre, laquelle, à défaut d'autorisation spéciale, doit être assimilée à une loterie prohibée ».

C'est dans cette idée qu'il n'y a en réalité que les chances de gain d'un lot vendues qu'on trouve, selon nous, l'argument décisif permettant d'annuler

(1) Lévy-Ullmann : Traité des obligations à primes et à lots, pages 284 et suivantes.

(2) Arrêt du 14 juin 1901, précité.

la vente d'options. On peut y ajouter, avec le tribunal de la Seine, « qu'il n'y a là qu'un entraînement de plus, un appât d'un gain aléatoire, destiné à l'engager à souscrire un engagement qu'il pourra ne pas tenir à son gré ». On peut dire aussi qu'il n'y a plus pour l'acheteur la nécessité du déboursé sérieux qui a été intentionnellement voulu par le législateur. Celui-ci a tenu à ce que la partie aléatoire de l'acte soit secondaire et qu'il y ait, de la part de l'acheteur, un véritable placement caractérisé par l'importance de la somme à verser.

En tout cas, il est fort heureux, en fait, que la jurisprudence ait impitoyablement condamnée les clauses dont nous venons de parler et la vente d'options. Car ces procédés auraient permis de tourner absolument la loi et d'établir, sans autorisation spéciale, une foule de sous-loteries greffées sur celles qui sont tolérées par les lois d'émission. Pratiquement, la théorie de la Cour de cassation a produit des résultats excellents sur ce point : juridiquement, nous la croyons conforme aux principes, au texte et à l'esprit de la loi de 1836.

III. Clauses permettant à l'acheteur de n'acheter qu'une partie du titre.

C'est là encore un procédé qui a été, au début, très fréquemment employé. Avant de recourir à la vente de la chance de gain du lot, les spéculateurs avaient morcelé le titre ; ils divisaient, par exemple, une obligation de 500 francs en 100 parts de 5 francs chacune. Plus la somme à déboursier est minime, plus les banquiers trouvent d'acheteurs ; aussi les contrats

ainsi passés étaient ceux dont l'annulation était la plus nécessaire. « En divisant le titre, dit M. Labbé (1), on aboutit à cette annonce presque fallacieuse et propre à éblouir : Cent mille francs pour cinq francs ».

Ou encore les banquiers offraient au public avant un tirage uniquement la chance de gain du lot. Le titre n'était pas compris dans la vente : il restait en la possession de son propriétaire : mais moyennant 5 ou 10 francs, on remettait à l'acheteur un véritable billet de loterie : la jurisprudence nous révèle même que les coupures étaient à la disposition du public chez les marchands déjà chargés de la vente des billets de loterie de bienfaisance. C'était là le procédé primitif, il a été définitivement condamné dès l'année 1865 (2).

Les tribunaux ont toujours déclaré illicites soit les contrats où le titre lui-même était divisé en plusieurs fractions, soit ceux où la chance de gain du lot était vendue sans le titre. La Cour de cassation a notamment statué à trois reprises en 1866, et il est intéressant d'étudier spécialement l'arrêt du 10 février, rendu en suite d'un remarquable rapport de M. le conseiller Nougier.

Le pourvoi en cassation exposait que le pacte offert au public était un véritable contrat de cession, que, lorsqu'on est propriétaire d'un titre, on peut parfaitement le transporter soit à un seul en totalité, soit à plusieurs par fractions, qu'à la vérité il y avait bien

(1) Labbé : Note de 1883, précitée.

(2) Tribunal de la Seine, 16 février 1865 ; Paris, 28 juin 1865 ; Cass. 10 février 1866. S. 1866. 1, 340. D. 1866. 1, 281.

une sorte de loterie, mais que cette loterie était bien celle prévue par le décret organique du Crédit foncier.

M. le conseiller Nouguiet rétablit fort justement le principe en déclarant que la loterie n'est exceptionnellement autorisée qu'autant qu'on n'apporte aucune modification aux conditions prévues par la loi d'émission.

Cette base posée, M. le rapporteur voit dans le contrat qui était soumis à la Cour de cassation, trois modifications à la loi d'autorisation :

1. La mise est modifiée ;
2. Cette modification est faite d'une façon arbitraire ;
3. Le titre est fractionné.

Ainsi que nous l'avons expliqué et, croyons-nous, démontré, les deux premiers de ces changements sont licites et c'est à tort qu'on a vu dans le prix fixé par la loi d'émission une condition essentielle. La mise, elle est modifiée tous les jours par le cours de la Bourse lui-même : le prix est si peu essentiel qu'il cesse parfois d'être le même le lendemain de l'émission. M. le rapporteur l'a bien compris, puisqu'il reproche au vendeur d'avoir fixé arbitrairement ce prix. Mais là encore le reproche n'est pas fondé. Le cours de la Bourse ne lie pas plus les acheteurs que les mercuriales des marchés ; ce n'est qu'une simple indication et nous avons montré que les parties contractantes peuvent ne pas en tenir compte et avoir toutes deux un intérêt sérieux à ne pas s'y conformer.

En revanche, nous sommes pleinement d'accord avec M. le conseiller Nouguiet lorsqu'il voit une modification prohibée à la loi d'émission dans le fractionnement du titre. « On a coupé le titre en deux, dit

M. Nouguier, c'est donc non plus le titre créé par le Crédit foncier, mais un titre créé par Couttet ». Ce n'est plus la loterie autorisée avec des chances déterminées, c'est une autre loterie greffée sur la première. Le législateur a dans un but spécial permis l'opération, mais l'opération toute entière seulement : on lui en avait substitué une autre moins importante et offrant des chances moindres : on avait donc séparé la chance du gain du placement sérieux prévue par la loi d'émission.

La jurisprudence a adopté d'une façon unanime ce système (1) ; il est défendu de fractionner le titre pour en attribuer partie à un acquéreur, parties à d'autres.

Article 2. — Clauses destinées à augmenter soit les garanties, soit les bénéfices des vendeurs.

I. Clauses donnant au vendeur un délai pour faire connaître le numéro du titre.

Voici d'abord les principales variétés des clauses qui permettent aux banquiers de rester soit partiellement, soit complètement propriétaires du titre après la signature du contrat.

Le vendeur se réserve de ne faire connaître à l'acheteur le numéro du titre qu'après le premier ou le

(1) Cass. 10 février, 24 mars, 4 mai 1866, S. 1866. 1, 340. — Note sous Cass. D. P. 88. 1, 489. — Note de Labbé, S. 1870, 2, 313.

second versement mensuel (1) De cette façon si un tirage a lieu et que l'un des titres lui appartenant vienne à gagner un lot pendant le délai réservé, le vendeur bénéficiera de cette chance de gain en livrant un autre titre à l'acheteur.

Ou encore le contrat ne donne à l'acheteur le droit de connaître le numéro du titre que douze jours après le troisième versement mensuel (2).

Ou bien l'attribution à l'acheteur d'un titre portant un numéro spécial est différée jusqu'au paiement de la seconde fraction du prix (3).

Dans d'autres cas bien plus nombreux encore, les titres seront délivrés après le second versement mensuel munis seulement des coupons à échoir.

Toutes les fois que le vendeur se réserve un délai pour faire connaître le numéro du titre, il bénéficie pendant un certain temps après la vente des chances de gain d'un lot; dans toutes les hypothèses où il se réserve un délai pour donner les coupons des intérêts à échoir il profite pendant un certain temps aussi des intérêts des titres.

Sur ces clauses-là, il ne peut pas y avoir de difficultés sérieuses. Elles sont toutes nulles; la vente d'une valeur à lots n'est permise que si elle transfère immédiatement à l'acheteur la propriété individuelle d'un titre avec le droit aux coupons et le droit aux chances attachées au titre. La loi d'émission n'a prévu et autorisé que la vente complète du titre avec des intérêts

(1) Cass. crim. 9 déc. 1887. D. 88, 1, 491. S. 88, 1, 37.

(2) Limoges, 1^{er} mai 1884. S. 85, 2, 32.

(3) Cass. 8 juillet 1882. S. 83, 1, 233.

et des chances de gain déterminées ; toute modification apportée à ces conditions de l'autorisation donnée touche à l'essence même de cette autorisation, et il y a lieu de lui appliquer la prohibition générale de la loi de 1836.

La jurisprudence est dans ce sens d'une façon générale (1). Cependant un certain nombre de décisions donnent au vendeur ce qu'elles appellent un « délai moral » pour la délivrance du numéro du titre. Elles reconnaissent bien le principe, mais déclarent qu'il n'y a pas là une dérogation. C'est ainsi que la Cour de cassation (2) décide qu'un délai de cinq jours est licite et que la Cour de cassation belge (3) va jusqu'à quinze jours.

Evidemment il peut paraître excessif de ne pas tolérer un délai aussi court, surtout si pendant ces quelques jours il n'y a pas de tirage de lots. Nous croyons cependant que c'est à tort qu'il en a été ainsi jugé.

D'abord, où s'arrêtera-t-on ? Si on tolère cinq jours ou quinze jours, pourquoi pas vingt ou trente ? Surtout, si précisément dans ces cinq jours se place un tirage, il n'y a plus du tout là un délai moral, mais bien une diminution des chances de l'acheteur. Et

(1) Cass., 8 juillet 1882. S. 83, 1, 233. — Besançon, 30 novembre 1882. S. 83, 2, 411. — Limoges, 1^{er} mai 1884. S. 85, 2, 32. — Cass. crim., 31 janvier 1885. S. 85, 1, 240. — Nancy, 1^{er} décembre 1886. D. P. 87, 2, 137. — Paris, 26 octobre 1886. S. 87, 2, 49. — Cass. crim., 9 décembre 1887. D. P. 88, 1, 491 et S. 88, 1, 37.

(2) Cass., 8 juin 1888. D. P. 88, 1, 489.

(3) Cass. Belgique, 18 juillet 1887. S. 88, 4, 30.

puis la rigueur des principes juridiques conduit, nous semble-t-il, à exiger que pas plus un jour qu'un an, la chance de gain ne soit séparée du titre. Et en fait, en quoi le vendeur a-t-il besoin d'un délai quelconque ? il doit savoir quel est le titre qu'il vend, et s'il ne le sait pas, il est bien simple pour lui d'attendre pour se faire envoyer la signature de l'acheteur qu'il puisse lui adresser le numéro du titre. Décider autrement, c'est non seulement aller à l'encontre de la loi de 1836, c'est encore encourager et faciliter un contrat qui ne le mérite pas. Si le vendeur a besoin de ce délai, c'est parce que, bien qu'il n'ait pas les titres sur lui, il veut absolument obtenir de suite la signature qui liera l'acheteur ; s'il attend deux ou trois jours, il peut craindre que cet acheteur ne se renseigne et après examen et réflexion ne refuse de contracter ; voilà la seule raison de ce délai dont il prétend avoir besoin. A ce point de vue encore, il n'y a guère de raison, en le déclarant licite, d'encourager les courtiers et agents à obtenir tout de suite une signature, quitte à s'arranger après pour fournir ou même pour se procurer un titre.

Pour nous, tout délai que se réserve le vendeur pour l'attribution du titre à l'acheteur est illicite ; parce qu'il a pour conséquence de séparer pendant un temps du titre la chance de gain d'un lot ou le droit aux intérêts.

IV. *Clauses permettant au vendeur de déposer en gage chez un tiers le titre vendu.*

Ces clauses-là ne sont pas très usuelles. Sauf le cas fort rare avant la loi du 12 mars 1900 où l'acheteur a

le droit de se faire représenter le titre à première réquisition, elles ne peuvent servir qu'à éveiller la méfiance de l'acheteur. Qu'il le stipule expressément ou non, du moment que le vendeur garde le titre par devers lui, il a la possibilité sinon le droit de le mettre en gage. Dès lors la question est bien plus générale ; elle se réfère à la rétention même du titre dont elle apparaît comme une conséquence de fait.

La loi du 12 mars 1900 a fourni à cet égard un renseignement des plus intéressants sur la façon dont fonctionnent les maisons de banque qui spéculent sur la vente à crédit des valeurs à lots. Elles ont besoin d'un capital absolument insignifiant : M. Cordelet (1) a expliqué qu'il tenait d'un certain nombre de banquiers qu'ils achetaient un titre, le revendaient en le conservant, puis le remettaient immédiatement en gage en se faisant prêter dessus 20 0/0 et retrouvaient le reste par le premier versement de 10 ou 20 fr. effectué par l'acheteur.

Pratiquement la question de savoir si cette mise en gage chez des tiers des titres vendus, qu'elle soit prévue ou non par une clause expresse, est donc des plus importantes.

La Cour de Paris (2) a annulé la clause, la jugeant contraire aux principes essentiels qui régissent le contrat de vente. « En effet, avait dit le jugement du tribunal de commerce de la Seine qui lui était déféré, cette clause donne au vendeur la faculté de se servir pour ses besoins personnels d'une chose qui ne lui

(1) Rapport au Sénat précité.

(2) Paris, 2 novembre 1892. S. 94. 2, 273.

appartient plus et sur laquelle il n'a plus aucune espèce de droit de propriété et de jouissance, de la frapper du privilège du créancier gagiste, en exposant ainsi l'acheteur à être dépouillé du titre dont il est seul propriétaire légitime et de tous les avantages qui sont attachés à cette propriété. Il est donc constant que l'insertion d'une pareille clause rend radicalement nuls les prétendus contrats intervenus entre les parties. »

La Cour de Paris adopte ce motif, puis en ajoute un autre. « Attendu, dit-elle, qu'aux termes des articles 1170 et 1174 du Code civil toute condition potestative rend nulle la vente, que cette clause est nulle comme constituant une condition potestative de la part du vendeur... »

C'est là un singulier raisonnement et les deux arguments prêtent autant l'un que l'autre à la critique.

Où donc est la condition essentielle à l'existence d'une vente qui aurait été atteinte ? Est-ce que cette possibilité de remettre le titre en gage empêche que le vendeur ne soit dans l'obligation de délivrer la chose à un moment donné ou de garantir l'acheteur. « Il est facile de se référer pour prononcer la nullité d'une vente à un motif vaguement tiré des principes essentiels qui régissent ce contrat » (1).

Où est ensuite cette prétendue condition potestative ? L'article 1174 du Code civil ne défend même pas toute condition potestative, mais seulement celle qui

(1) Tissier. Note sous Paris, 2 novembre 1892. S. 94. 2. 279.

fait dépendre le lien juridique de la seule volonté du promettant. Or ici, non seulement il n'y a rien de pareil, mais encore il n'y a même pas « de condition au sens juridique du mot, c'est-à-dire d'événement incertain dont dépend l'existence de l'obligation. Ici, l'obligation est certaine et définitive ; si le vendeur ne livre pas, il pourra être tenu à des dommages-intérêts. La preuve, c'est que la clause disait que c'est sous son entière responsabilité qu'elle permet au vendeur de déposer les titres. » (1)

On a essayé de justifier l'annulation en élevant contre cette clause une autre critique. Le créancier gagiste ne peut donner la chose en gage, puisqu'on ne peut donner en gage la chose d'autrui (2).

Il n'y aurait donc qu'un moyen d'expliquer juridiquement que le vendeur soit autorisé à donner le titre en garantie : dire que c'est parce qu'il n'aurait pas cessé d'être propriétaire. Dès lors la propriété n'ayant pas été transférée immédiatement à l'acheteur, il y aurait violation d'une condition nécessaire pour la validité de la vente. (3)

Cette argumentation ne porte pas parce que son point de départ est inexact. Il est bien défendu au créancier gagiste de mettre en gage la chose d'autrui, mais il n'est pas défendu au propriétaire de la chose de consentir à cette mise en gage ; rien ne l'empêche d'y donner son autorisation. En l'espèce, c'est ce que

(1) Même note.

(2) Laurent, principes de droit civil, tome xxvii, n° 496.

(3) Note sous Cass. 14 mars 1894. S. 94. 1, 393.

le propriétaire avait fait expressément en acceptant l'insertion de la clause. (1)

Enfin on a vu dans cette clause le pacte commissoire prohibé par l'article 2078. Cet article défend au créancier gagiste de disposer du gage.

C'est là, croyons-nous, encore une erreur. L'article 2078 défend au créancier gagiste de disposer du gage, c'est-à-dire de le vendre sans l'accomplissement de certaines formalités judiciaires et de se payer sur le prix : mais il ne lui défend pas de le remettre lui-même entre les mains d'un tiers pour sûreté d'avances qu'il se fera consentir. Le créancier gagiste dans notre hypothèse dispose si peu du gage qu'il reste tenu de le rendre au débiteur aussitôt que celui-ci se sera acquitté et qu'il pourrait, faute de le faire, être tenu à des dommages-intérêts. C'est la réponse qui a été faite par le tribunal de St-Étienne (2) et qui nous paraît rigoureusement exacte. L'article 2078 n'a rien à voir dans cette question et nous concluons dans le sens de la validité de la clause (2).

(1) Voyez dans le sens de la nullité : Nancy, 1^{er} décembre 1886. D. P. 87. 2, 137, S. 87. 2, 54. — Paris, 2 novembre 1892 précité. S. 94. 2, 273, D. P. 1901. 2, 222, en note. — Trib. civ. Saint-Etienne, 15 juin 1892, rapporté sous Cass. 14 mars 1894. D. P. 94. 1, 477. — Trib. Saint-Etienne, 31 décembre 1900 : D. P. 1902. 2, 117.

(2) Voyez en faveur de cette opinion : Trib. corr. Seine, 29 juin 1888, Pandectes 88. 2, 323. — Amiens, 21 décembre 1900. Gazette du Palais, 16 janvier 1901. — Tribunal de la Seine, 9 janvier 1891 : Droit financier, 1891, p. 305. — Trib. d'Orange, 14 août 1891 : Droit financier, 1892, p. 15. — Trib. comm. Seine, 29 mars 1892 : Droit financier, 1892, p. 343.

II. Clauses relatives aux intérêts.

Nous approuvons également une décision de la Cour d'Amiens (1), validant un contrat où il était convenu que le montant des coupons d'intérêts serait porté au crédit du compte du souscripteur, qui pourra, s'il le préfère, l'encaisser chez le banquier.

La Cour de Nancy et le tribunal correctionnel de la Seine (2) avaient considéré la clause comme illicite par un double motif.

C'était, avait dit le tribunal, séparer la chance de gain du droit aux intérêts. — En quoi? La même personne restait bien le bénéficiaire des intérêts et des chances de gain; pour les uns et les autres, le titre appartenait bien à l'acheteur.

Mais, ajoutait la Cour, en garantie du paiement des intérêts, il n'y avait plus que la solvabilité du banquier vendeur, solvabilité évidemment inférieure à celle des villes ou établissements financiers autorisés. Si ce raisonnement était probant, il aurait pour conséquence de faire déclarer illicite l'un des éléments invariables du contrat, la rétention du titre. En effet, pour les chances de gain comme pour les intérêts, l'acheteur a dans tous les contrats affaire au vendeur et non à la ville ou à l'établissement financier. Que le titre gagne un lot, c'est à son détenteur, c'est-à-dire au vendeur, que le lot sera payé. Il y a là une convention spéciale, qui peut avoir les plus mauvais ré-

(1) Amiens, 21 décembre 1900 précité.

(2) Nancy, 1^{er} décembre 1886. D. P. 87. 2. 137. — Trib. com. Seine, 29 juin 1888. Pandectes 88. 2. 323.

sultats, nous l'avons dit, mais qui en pratique est inévitable; cette convention n'altère en rien le titre, ne modifie aucune des conditions essentielles de la loi d'émission et bénéficie dès lors du principe de la liberté des contrats.

En fait, que la clause soit ou non insérée, le plus souvent les banquiers touchent les intérêts et les imputent sur la somme qui leur est due par l'acheteur : nous ne voyons à cela rien d'illicite; c'est tout simplement une application de la compensation conventionnelle.

III. Clause dite : de liquidation.

Nous arrivons à l'une des clauses les plus fréquentes, à celle aussi qui a donné lieu aux discussions les plus intéressantes et les plus sérieuses et sur la validité de laquelle le désaccord le plus complet règne encore à l'heure actuelle en doctrine et en jurisprudence.

Il est stipulé que si l'acheteur laisse passer une ou deux échéances sans faire ses versements mensuels, l'obligation sera vendue par le banquier au profit de l'acheteur, le produit calculé sur le cours moyen de la Bourse pendant les cinq jours qui suivront cette vente et le solde porté au crédit de l'acheteur, s'il en existe. C'est la clause dite de liquidation.

On a d'abord contesté la validité de la clause en se plaçant au point de vue de la loi de 1836. Elle permettrait, a-t-on dit (1), au souscripteur de se dégager ar-

(1) C'est le motif donné par le tribunal dont la Cour d'Aix a réformé la décision. Aix, 22 mars 1888. D. P. 88, 1, 489, et S. 88, 1, 485.

bitrairement de son contrat : il n'aurait pour cela qu'à laisser s'écouler un ou deux mois sans effectuer les versements auxquels ils s'est engagé.

Si les choses se passaient ainsi, nous n'hésiterions pas à conclure à la nullité de la clause ; grâce à elle en effet, l'acheteur ne ferait qu'en partie l'opération permise par la loi d'émission ; il n'achèterait que quelques-unes des chances de gain d'un lot.

Seulement cette théorie est absolument contraire à la réalité des faits. L'acheteur n'a pas du tout la faculté de renoncer au contrat quand il lui plaît ; la preuve c'est que, lorsqu'il cessera ses versements mensuels, il ne perdra pas seulement les acomptes déjà payés : l'obligation sera vendue pour son compte, de telle sorte que c'est lui qui supportera les risques de l'opération. Lorsque le titre sera vendu moyennant un prix inférieur à la somme qu'il reste devoir, la Société pourra lui réclamer et lui réclamera effectivement le solde. Il aura donc bien fait en totalité l'opération prévue par la loi d'émission.

Objectera-t-on que cette vente va lui enlever tout espoir de gagner un lot et que de cette façon la loi de 1836 sera violée ? Si on analyse ce qui se passera on peut le résumer ainsi : le titre tout entier aura été vendu, mais à un moment donné, par suite de conventions parfaitement permises, puisqu'aucun texte ne les défend, l'acheteur se trouvera obligé de le revendre, et voilà tout. En effet, de par la clause telle que nous l'avons analysée, c'est bien le débiteur qui vend, puisque c'est à lui que le prix est appliqué, et on ne peut même pas dire que cette vente soit involontaire, puisque, de par son contrat, il s'est obligé en

réalité à payer ses termes ou à vendre son titre pour les payer.

La clause est donc bien licite au point de vue de la loi de 1836, et nous pouvons immédiatement en tirer cette conséquence qu'en tout cas elle n'expose le vendeur à aucune des sanctions pénales prévues par cette loi et que nous examinerons plus loin.

Aussi la vraie question qui se pose est de savoir si cette clause n'est pas illicite comme contraire à un texte du Code civil, l'art. 2078.

Aux termes de l'art. 2078, « le créancier ne peut à défaut de paiement disposer du gage, sauf à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères. Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus est nulle ». C'est ce qu'on appelle le pacte commissaire prohibé.

Incontestablement le titre reste bien comme gage entre les mains du créancier ; le vendeur le conserve en nantissement comme garantie de la dette contractée envers lui par l'acheteur ; il y a là, nous l'avons dit, une constitution de gage parfaitement licite.

Mais l'article 2078 défend au créancier gagiste de s'approprier le gage ou d'en disposer sans les formalités de justice ; c'est bien disposer du gage, que d'exécuter la clause qui nous occupe. Dans une affaire soumise à la Cour de cassation (1), les vendeurs,

(1) Cass. 30 avril 1900. *Pandectes françaises*, 1900. 1, 441.

MM. Bretault, Bluntschli et C^{ie} avaient dit : liquider un compte, ce n'est pas réaliser un gage, c'est seulement fixer ce qui est dû suivant la hausse ou la baisse du titre. Cette argumentation nous paraît sans valeur, car les vendeurs ne fixaient ce qui était dû, ne liquidaient le compte que par la vente du titre, par la réalisation du gage. On se trouvait donc bien en présence du pacte comissoire défendu par l'article 2078.

M. Labbé (1) a émis une autre théorie en faveur de la validité de cette clause. D'après lui la clause litigieuse peut se justifier comme résolution de la vente pour inexécution avec dommages-intérêts. Or, dit-il, « il est permis de convenir qu'en cas d'inexécution une vente sera résolue sans que le juge puisse retarder la résolution par un délai et même sans qu'une mise en demeure soit nécessaire (2) ».

Nous n'avons trouvé nulle part la réfutation de cette ingénieuse idée. Et cependant, si on analyse exactement ce qui se passe, nous ne croyons pas qu'on puisse, grâce à elle, légitimer la clause. Sans doute, on peut convenir la résolution de plein droit dans une vente ordinaire ; mais ce qui ne nous paraît pas permis, c'est que, comme conséquence de cette résolution de vente, on aille à l'encontre de l'article 2078 en stipulant que le créancier pourra s'approprier le gage ou en disposer sans les formalités judiciaires. L'alinéa 2 de l'article 2078 le défend expressément.

(1) Labbé. Note de 87 précitée.

(2) Lévy-Ullmann (Traité des obligations à primes et à lots, page 271), adopte cette théorie.

« Toute clause qui y autoriserait le créancier est nulle. » Or, c'est là ce qui est convenu et c'est là ce qui se passe. Le débiteur ne paie pas ; admettons pour les besoins de la discussion que la vente soit résolue. Mais à côté de cette résolution, il y a autre chose ; il y a une condition prévue de cette résolution de vente qui s'analyse bien en une réalisation de gage, et qui, à ce titre, est prohibée.

Et puis, est-il bien exact de dire que l'on se trouve en présence d'une résolution de vente avec dommages-intérêts ? Nous ne le croyons pas ; si l'on examine attentivement les conséquences de la clause, elles s'analysent non pas en une résolution, mais en une exécution du contrat. Et en effet, d'une part, l'acheteur paie la totalité de son prix ; ou bien, en effet, la vente du titre excède ce qui lui reste à payer, et alors le solde est porté à son crédit, ou bien elle ne suffit pas à faire le complément de ce qu'il reste devoir, et alors la Société poursuivra l'acheteur pour le reste ; l'acheteur paie donc la totalité du prix. Il se trouve simplement déchu du bénéfice du terme, comme on le stipule généralement dans toute vente à crédit pour le cas où le débiteur ne verserait pas les acomptes aux époques convenues. L'acheteur est, d'autre part, si bien propriétaire du titre, que c'est pour son compte qu'a eu lieu la vente ; c'est un débiteur ordinaire exécuté sur son gage.

A notre avis il n'y a donc pas, dans la clause que nous venons de discuter, une résolution de vente ; il y a bien le pacte comissoire prohibé par l'article 2078. C'est donc, selon nous, à bon droit, que de nombreuses décisions ont déclaré la clause illicite. La Cour de cassation, qui avait d'abord validé la clause, est reve-

nue sur sa jurisprudence et l'a annulée en 1894, 1900 et 1902 (1).

Ayant pris parti sur cette première question, nous devons en examiner une autre qui ne se pose que pour les partisans de la nullité.

Nous admettons que la clause est nulle ; si cette nullité n'est pas invoquée par les parties, le juge doit-il la soulever d'office ? La Cour de cassation s'est, à notre connaissance, une fois posé la question et, sur le rapport de M. Crépon, a admis la négative (2). « Cette nullité, disait M. Crépon, n'est pas d'ordre public, et ce qui le prouve, c'est que, la dette échue, on admet et on juge que le débiteur peut abandonner le gage en paiement à son créancier ou lui donner mandat de le réaliser sans formalités judiciaires. »

Nous croyons fermement cette théorie inexacte. Les termes mêmes de l'article 2078, alinéa 2, prouvent à l'évidence qu'il s'agit bien d'une nullité d'ordre public ; « toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus est nulle. » Et puis, avec cette interprétation, on arrive forcément à la destruction com-

(1) En ce sens : Note sous trib. de Nontron, 18 août 1886. Pandectes, 87. 2, 309. — Tribunal civil de Blaye, 29 juillet 1891. Pandectes, 92. 2, 90. — Cass. 4 juin 1894. Pandectes, 95. 1, 370 ; Cass. 30 avril 1900. Pandectes, 1900. 1, 441 ; Sirey, 1900. 1. 385 et note. — Amiens, 21 décembre 1900. Gazette du Palais, 16 janvier 1901. — Cass. civ., 4 mars 1902. Gazette du Palais, 1902, p. 567 ; D. 1903, p. 215. — Contra : Cass., 21 janvier 1887. Pandectes, 88. 1, 317 ; Sirey, 87. 1, 238 ; D. P. 87, 1, 463. — Trib. de Nontron précité. — Pandectes, rép., v^o loterie, n^o 206. — Labbé. Note de 87 précitée.

(2) Cass. civ., 30 avril 1900. Pandectes, 1900, 1, 441.

plète de la prohibition. C'est bien l'ordre social qui est intéressé à ce que le créancier ne puisse pas arriver à s'approprier le gage ; sans quoi l'article 2078 aurait dit : sauf stipulations contraires, il est défendu au créancier..... Il dit, au contraire : si l'on a stipulé l'appropriation du gage ou sa réalisation sans formalités judiciaires, cette clause est nulle. N'est-ce pas là un principe général, dont le juge lui même doit empêcher la violation, si les parties ne songent pas à l'invoquer *proprio motu* ?

A notre avis, la nullité du pacte comissoire est donc d'ordre public ; elle doit, par conséquent, être soulevée d'office par le juge.

Mais est-ce que l'article 2078 entraînera l'annulation du contrat qui contient le pacte comissoire prohibé, ou seulement la nullité de la clause ? La question est importante. Si, en effet, la clause seule est annulée, d'abord lorsqu'elle n'aura pas été exécutée, le juge ne pourra que la déclarer illicite et la supprimer ; ensuite, lorsqu'elle l'aura été, il ne pourra annuler que ces mesures d'exécution et mettre en demeure le vendeur de se procurer le titre, sauf dommages-intérêts. Dans les deux hypothèses, le contrat lui-même restera valable.

La Cour d'Amiens (1) avait admis cette opinion, et sa décision a été critiquée à ce point de vue (2) : « La Cour d'Amiens, a-t-on dit, nous paraît avoir statué d'une manière critiquable en décidant que la

(1) Amiens, 21 décembre 1900. Pandectes, 1902. 2, 257, et D. P. 1902, 2, 117.

(2) Note parue dans Dalloz sous cet arrêt.

stipulation, bien que nulle, ne saurait vicier le contrat, à raison de cette circonstance que le vendeur n'en a pas fait usage. Cette circonstance est sans influence, à notre avis, sur le point de savoir si la vente était nulle ou non. En effet, la vente à tempérament doit respecter les termes de la loi du 12 mars 1900. Si ces termes sont violés par quelque clause, la vente est nulle, sans qu'il y ait lieu de faire état du point de savoir si la clause a été ou non appliquée par les parties. »

Il y a là une confusion. La loi du 12 mars 1900 n'a rien innové sur la question, qui reste entière aujourd'hui ; cette loi n'était donc pas violée par la clause. Nous avons bien admis la nullité de la clause de liquidation, mais en nous basant sur l'article 2078 du Code civil. C'est donc dans l'article 2078, qui édicte la nullité, qu'on doit chercher l'étendue de cette nullité. Or, elle est très nettement précisée par cet article, qui ne dit pas : le contrat sera annulé ; mais seulement : toute clause est nulle. Le texte édictant une prohibition à la liberté des conventions doit évidemment être strictement interprété ; l'exception est de droit étroit. Dès lors, à notre opinion, les tribunaux, s'ils doivent d'abord considérer la clause comme nulle, ensuite soulever cette nullité d'office, devront enfin considérer le contrat comme valable et, se conformant strictement au texte de l'article 2078, annuler simplement le pacte commissaire prohibé. C'est ce qu'avait fait la Cour d'Amiens ; c'est aussi ce qu'ont fait plusieurs autres décisions (1), mais sans motiver leur solution.

(1) Tribunal civil Saint-Nazaire, 11 novembre 1899. Gazette du Palais du 15 mai 1900. — Clermont-Ferrand, 17 jan-

Si nous avons estimé la clause illicite, c'est donc parce que l'article 2078 défend la réalisation du gage sans les formalités judiciaires. La Cour de cassation ayant énoncé ce motif, un certain nombre de banquiers ont, pendant ces dernières années, apporté une modification à la clause. Au lieu de stipuler qu'ils pourront liquider eux-mêmes le titre sans formalités, ils conviennent que la réalisation aura lieu « conformément à la loi ».

Dans ces conditions, il nous paraît évident qu'il n'y a plus aucune violation de l'article 2078 et que, dès lors, il n'y a plus aucune raison d'annuler la clause. La Cour de cassation (1) en a décidé autrement en se bornant à dire « qu'en vertu de la clause le vendeur peut être considéré comme ayant disposé du titre qui constituait entre ses mains un véritable gage ».

Le reproche n'est pas fondé, puisque le vendeur n'a disposé du gage qu'en accomplissant les formalités judiciaires. Or, la disposition du gage en elle-même n'est pas interdite; ce que l'article 2078 a prescrit, ce sont des formalités judiciaires qui seront inséparables de la réalisation du gage; du moment qu'elles sont accomplies, la loi est obéie. Aussi croyons-nous que cette décision n'est qu'une preuve de la défaveur avec laquelle ce contrat est vu par la Cour suprême, et du désir qu'elle a de décourager les spéculateurs. C'est le résultat des révélations qui ont été apportées par la

vier 1902; Tribunal civil de Lille, 30 janvier 1900; Tribunal civil de Valence, 18 décembre 1901; non rapportés dans les Recueils.

(1) Cass., 30 avril 1900. *Pandectes*, 1900, 1, 441.

discussion de la loi de 1900 ; mais nous ne pouvons approuver cette solution au point de vue juridique.

Nous concluons donc que la clause permettant la réalisation du titre sans les formalités judiciaires est nulle, que cette nullité est d'ordre public, qu'elle a pour résultat seulement l'annulation de la clause et reste sans influence sur le contrat lui-même ; enfin nous croyons licite la clause ne tolérant la réalisation du gage que conformément à la loi ; il n'y a plus là le pacte commissaire prohibé par l'article 2078.

On voit avec quelle ingéniosité les spéculateurs ont imaginé une foule de combinaisons pour séduire les acheteurs, pour s'entourer de nouvelles garanties ou augmenter leurs bénéfices. Pour la clarté de notre étude, nous avons examiné successivement les éléments constants du contrat et ses clauses accidentelles. Mais il est intéressant d'indiquer qu'en fait les opérations que nous venons d'analyser ont passé par trois étapes bien caractérisées (1).

Au début, les banquiers avaient recouru au morcellement du titre ; c'était là le procédé qui devait exercer la plus grande séduction sur les gens peu aisés ; la somme totale à déboursier était des plus minimes ; de 5 francs, le plus souvent.

Lorsque la jurisprudence eut définitivement con-

(1) Lévy-Ullmann : Traité des obligations à primes et à lots, page 241.

damné tous les fractionnements du titre, les spéculateurs imaginèrent la vente d'options qui date de 1883 et qui a été très répandue sous toutes ses formes vers 1895. La Cour de cassation l'a également déclarée illicite.

Aussi aujourd'hui, c'est la vente à tempérament proprement dite, c'est-à-dire la vente intégrale du titre moyennant un prix payable par acomptes successifs dans un temps donné, qui fonctionne le plus ordinairement dans la pratique, et c'est la vente à tempérament qui a été réglementée par la loi du 12 mars 1900.

CHAPITRE III

LES SANCTIONS PÉNALES ET CIVILES DES PROHIBITIONS DE LA LOI

Ainsi donc, le plus souvent on devait déclarer parfaitement licites et régulières les ventes à tempérament de valeurs à lots.

Dans les cas où nous avons déclaré viciés soit le contrat lui-même, soit certaines clauses, quelles étaient avant la loi du 12 mars 1900 les sanctions que nous trouvions dans la législation ? Il y en avait de deux sortes : les unes pénales, les autres civiles.

I. Sanctions pénales.

Lorsque dans un contrat on trouvera des clauses qui dénaturent les conditions essentielles de la loi d'émission, nous avons dit que les vendeurs ayant modifié ces conditions doivent être considérés comme ayant établi une loterie non autorisée. L'article 2 de la loi du 21 mai 1836 leur inflige les pénalités portées à l'article 410 du Code pénal.

Aux termes de l'article 410 du Code pénal, « tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi seront punis d'un emprisonnement de

deux mois au moins et d'une amende de 100 à 6,000 francs. Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés. »

C'est ce texte qui a été assez fréquemment appliqué et qui atteint toutes les clauses modifiant les conditions essentielles de la loi d'autorisation par cette expression générale : « tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi. (1) »

En fait, si l'on examine les décisions de jurisprudence, on constate que la pénalité appliquée est pour ainsi dire toujours une simple amende.

A notre avis il ne faut pas en être surpris et il serait injuste de faire aux tribunaux un reproche de leur clémence. Ce qui est condamnable au point de vue moral, c'est la majoration exorbitante du prix ; or, elle est strictement légale et les tribunaux sont obligés de la déclarer telle. Lorsqu'ils peuvent prononcer les

(1) Rouen, 5 janvier 1866. D. P. 67, 2, 46. — Cass. crim. 10 février 1866. D. P. 66, 1, 281. — Cass. crim. 24 mars 1866. D. P. 66, 1, 283. — Cass. crim. 4 mai 1866. D. P. 66, 1, 284. — Trib. corr. Seine, 18 janvier 1877. D. P. 77, 3, 110. — Cass. crim. 3 juillet 1882. D. P. 83, 1, 89. — Besançon, 30 novembre 1882. D. P. 83, 2, 32. — V. aussi Dalloz, Code pénal annoté. Appendice à l'article 410. Loi du 21 mai 1836, n° 21 et suivants.

peines portées à l'article 410 du Code pénal, c'est à raison seulement d'une modification qui en elle-même ne rend guère le vendeur plus coupable. Et puis les tribunaux ne peuvent atteindre que les moins habiles des spéculateurs, puisqu'il est parfaitement possible de faire signer des contrats désastreux aux acheteurs en restant dans la légalité ; dès lors, en raison de l'impunité qui est assurée aux uns, il n'y a pas lieu d'être surpris de la mansuétude avec laquelle les autres sont traités.

L'article 4 de la loi de 1836 punit les auteurs et les complices du délit, et dans son alinéa 2 il prévoit une complicité particulière, celle des intermédiaires entre les auteurs du délit et le public ; de ce chef, les agents de publicité employés par les banquiers sont punis de peines inférieures à celles qui sont appliquées à l'organisation d'une loterie prohibée (1).

II. Sanctions civiles.

Les sanctions civiles seront la nullité de la clause lorsqu'il y aura violation de l'article 2078, la nullité du contrat lorsqu'il y aura infraction à la loi prohibitive des loteries. Il ne peut y avoir sur ce point aucune difficulté.

De plus, celui qui fera prononcer la nullité pourra prouver un préjudice et obtenir ainsi des dommages-

(1) Lévy-Ullmann, Traité des obligations à primes et à lots, page 299.

intérêts dans les conditions ordinaires, c'est-à-dire d'après l'article 1382 du Code civil.

Tel était l'état de la législation avant le vote de la loi du 12 mars 1900.

DEUXIÈME PARTIE

La vente à crédit des valeurs à lots sous l'empire de la loi du 12 mars 1900.

Le législateur a fini par s'émouvoir de l'extension considérable prise par le commerce des valeurs à lots et du danger que ces opérations faisaient courir à la petite épargne ; la réalité des abus a fait adopter peut-être sans un examen bien approfondi un ensemble de mesures dérogatoires au droit commun qui constitue la loi du 12 mars 1900.

Dès l'année 1890, M. Royer, député de l'Aube, déposa une proposition de loi tendant à réprimer les abus commis en matière de vente de valeurs de bourse (1). Du 25 octobre 1890, date de la proposition

(1) Pour permettre au lecteur de se rendre compte des modifications apportées au projet par les travaux parlementaires, nous plaçons ici le texte de la proposition de M. Royer :

Article premier. — Sera déclarée nulle sur la demande de l'acheteur, toute cession, sous quelque forme qu'elle emprunte,

de loi de M. Royer au 10 mars 1900, date de l'adoption définitive de la loi en vigueur, la loi a suivi la filière obligatoire : prise en considération, dépôt de rapports, délibération, transmission de la Chambre des députés au Sénat et du Sénat de la Chambre des députés (1).

consentie par acte sous signatures privées de valeurs ou de fractions de valeurs de Bourse dans l'un des cas suivants.

1° Si l'acte n'a pas été fait en double original.

2° Si l'un des originaux n'a pas été remis à l'acheteur.

3° Si chacun des originaux n'indique pas clairement en toutes lettres et d'une façon apparente le cours moyen à la Bourse de Paris dans la huitaine précédant la cession des valeurs vendues et le prix total de vente de chacune de ces valeurs.

4° Si l'acheteur n'a pas écrit en entier de sa main en toutes lettres en bas de chacun des originaux un bon ou approuvé indiquant le prix d'achat et le cours de la Bourse de chacun des titres.

Article 2. — Le vendeur qui, par lui-même ou par les agents, aura contrevenu aux prescriptions de l'article 1^{er} ou inséré dans l'acte des indications inexactes de nature à tromper l'acheteur sur la valeur et le prix d'achat du titre ou les conditions de cet achat, sera passible des peines édictées par l'article 423 du Code pénal, indépendamment de l'action en nullité et en dommages-intérêts de la part de l'acheteur.

Article 3. — L'article 463 du Code pénal sera applicable aux délits prévus par la présente loi.

(1) Chambre des députés, 25 octobre 1890. — Dépôt par M. Royer d'une proposition de loi tendant à réprimer les abus commis en matière de vente de valeurs de Bourse. Journal Officiel. Documents parlementaires, janvier 1891, page 336.

Chambre des députés, 26 novembre 1890. — Dépôt d'un rapport par M. Vallé. Journal Officiel. Documents parlementaires, janvier 1891, page 447.

Chambre des députés, 20 janvier 1891. — Prise en considération. Journal Officiel du 21. Débats parlementaires, page 59.

Chambre des députés, 23 juin 1892. — Dépôt d'un rapport par M. Royer. Journal Officiel. Documents parlementaires, septembre 1892, page 1315.

Chambre des députés, 23 janvier 1893. — Déclaration de

Si l'on examine au *Journal officiel* toutes les phases suivies, on constate que c'est sans l'ombre d'une discussion en séance publique que la loi a été adoptée dans l'une et l'autre des deux Chambres. Pas une objection n'y a été soulevée, et cette approbation unanime est d'autant plus surprenante que la loi n'a donné satisfaction ni aux partisans de la vente à tempérament des valeurs à lots ni à ses adversaires.

l'urgence et adoption sans discussion. *Journal Officiel* du 24. Débats parlementaires, p. 177.

Sénat, 26 janvier 1893. — Transmission. *Journal Officiel*. Documents parlementaires d'avril 1893, p. 332.

Sénat, 21 juillet 1893. — Dépôt d'un rapport par M. Cordelet. *Journal Officiel*. Documents parlementaires, janvier 1894, p. 707.

Sénat, 14 et 16 décembre 1893. — Première délibération et ajournement. *Journal Officiel* des 15 et 17 décembre. Débats parlementaires, pages 1430 et 1444.

Sénat, 18 décembre 1893. — Discussion et adoption. *Journal Officiel* du 19. Débats parlementaires, page 1451.

Sénat, 18 et 19 janvier 1894. — Deuxième délibération, discussion et adoption. *Journal Officiel* des 19 et 20. Débats parlementaires, pages 31 et 38.

Chambre des députés, 25 janvier 1894. — Transmission. *Journal Officiel*. Documents parlementaires, février 1894, page 89.

Chambre des députés, 17 mai 1894. — Dépôt d'un rapport par M. Claussel de Coussergues. *Journal Officiel*. Documents parlementaires, juin 1894, page 822.

Chambre des députés, 9 juillet 1897. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bertrand. *Journal Officiel*. Documents parlementaires, décembre 1897, page 1524.

Chambre des députés, 20 juin 1898. — Transmission. *Journal Officiel*. Documents parlementaires, juillet 1898, page 1168.

Chambre des députés, 25 octobre 1898. — Dépôt par le ministre de la justice d'un projet de loi tendant à réprimer les abus commis en matière de vente de valeurs de Bourse. *Journal*

C'est donc dans les rapports seuls qu'il faut chercher la pensée du législateur (1). Or, tous ces rapports exposent les dangers que nous avons signalés, la nécessité de mettre un terme aux abus. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler les renseignements fournis par M. Cordelet sur les maisons de banque qui se livrent au commerce en question ; tous les autres rapporteurs reproduisent ces indications. Mais ils sont très sobres de renseignements sur les mesures proposées. En définitive, les travaux parlementaires peuvent être considérés comme à peu près insignifiants : la loi votée est cependant une loi tout à fait exceptionnelle au point de vue juridique. En voici le texte :

« Article premier. — Sera déclarée nulle sur la demande de l'acheteur, sans préjudice de tous dommages-intérêts, même s'il y a eu commencement d'exécution, toute cession, quelque forme qu'elle emprunte, consentie par acte sous signatures privées de valeurs ou parts de valeurs cotées à la Bourse

Officiel. Documents parlementaires, novembre 1898, page 75.

Chambre des députés, 7 mars 1900. — Dépôt par M. Chastenet d'un rapport sur les propositions Royer et projet Sarrien. Journal Officiel. Documents parlementaires, mars 1900, page 630.

Chambre des députés, 9 mars 1900. — Déclaration de l'urgence et adoption sans discussion. Journal Officiel du 10. Débats parlementaires, page 795.

Promulgation. Journal Officiel du 18 mars 1900.

(1) Des rapports ont été déposés à la Chambre des députés par M. Vallé, M. Royer, M. Claussel de Coussergues, M. Bertrand et M. Chastenet, au Sénat par M. Cordelet.

moyennant un prix payable à terme, en totalité ou en partie, si elle contrevient à l'une des prescriptions des articles 2 et 3 ci-après.

« Article 2. — L'acte doit être fait en double original et chacun des originaux en contenir la mention.

« Chaque original doit indiquer clairement, en toutes lettres et d'une façon apparente : 1° l'un des cours cotés à la Bourse de Paris, dans les quatre jours précédant la cession et, à défaut, le dernier cours coté ; 2° le numéro de chacune des valeurs vendues ; 3° le prix total de vente de chacune des valeurs, y compris tous frais de timbre et de recouvrement par la poste ou autrement ; 4° le taux de l'intérêt, les délais et conditions de remboursement.

« Article 3. — Les paiements fractionnés ne peuvent être échelonnés sur une durée de plus de deux ans.

« Article 4. — Le vendeur est tenu de conserver le titre vendu. Il ne peut ni s'en dessaisir, ni le mettre en gage. Il doit le représenter à toute réquisition de l'acheteur. « Toute stipulation contraire est nulle ». Il en est de même de toute clause ou de toute mention dérogeant directement ou indirectement aux règles générales de la compétence.

« Article 5. — Le vendeur qui aura détourné, dissipé ou mis en gage, au préjudice de l'acheteur, les titres qu'il aurait vendus, sera puni des peines portées en l'article 406 du Code pénal. L'article 463 pourra être appliqué.

« Article 6. — Il est interdit aux établissements qui se livrent à la vente à credit des valeurs de Bourse de faire entrer dans leur dénomination les mots « Caisse d'Épargne ». Leurs directeurs sont, au cas de

contravention à cette défense, passibles d'une amende de 25 francs à 3,000 francs.

« Article 7. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux ordres de Bourse ».

Nous examinerons dans trois chapitres successifs la portée d'application de la loi :

Les conditions de fond et les conditions de forme qu'elle prescrit ;

Les sanctions qu'elle apporte à la violation des prohibitions qu'elle a édictées.

CHAPITRE PREMIER

PORTÉE D'APPLICATION DE LA LOI

Il importe de bien préciser le champ d'application de la loi à un triple point de vue.

En premier lieu, la loi nouvelle réglemente seulement les ventes à tempérament.

En second lieu, elle ne vise que les ventes à tempérament constatées par actes sous-seings-privés, et prohibe les ventes verbales.

En troisième lieu, elle ne s'applique qu'aux ventes de valeurs cotées à la Bourse.

I. La loi nouvelle ne réglemente que les ventes à tempérament.

Il faut bien reconnaître que cela ne résulte pas clairement des termes de l'article 1^{er}. Si même on voulait interpréter judaïquement ce texte, il faudrait dire que la loi nouvelle s'applique à toutes les ventes à terme, c'est-à-dire aux opérations de Bourse ordinaire (1). Or, il n'en est rien.

D'abord le législateur, semblant en quelque sorte se rendre compte que l'expression employée dans l'arti-

(1) L'article 1^{er} dit en effet : Toute cession de valeurs ou part de valeurs cotées à la Bourse, consentie... moyennant un prix payable à terme, en totalité ou en partie.

cle 1^{er} était trop compréhensive, a formellement déclaré dans l'article 3 que la loi ne s'appliquait pas aux ordres de Bourse. D'autre part, les travaux préparatoires fournissent sur ce point un renseignement précieux : M. Claussel de Coussergues avait demandé, dans son rapport, que les termes dont on s'était servi soient modifiés, en indiquant précisément qu'ils ne rendaient pas d'une façon exacte la pensée certaine des auteurs des projets de loi. La loi ayant été votée sans discussion telle qu'elle revenait du Sénat, ces termes furent maintenus. Mais l'intention du Parlement n'est pas douteuse : la loi s'applique exclusivement aux ventes à tempérament.

II. Elle ne vise que les ventes consenties par actes sous-seings privés, et prohibe les ventes verbales de valeurs à lots.

Les ventes à tempérament, qui seraient constatées par acte authentique, ne sont pas soumises aux prescriptions de la loi. Et il n'y a pas lieu d'en être surpris ; d'une part, en effet, elles sont excessivement rares, on peut même dire que le cas ne se présente jamais ; d'un autre côté, la présence du notaire suffirait pour donner aux acheteurs les garanties dont on a voulu les entourer, puisqu'ils ne manqueraient pas de se renseigner sur le caractère et la portée du contrat qu'ils passeraient dans cette forme.

Nous avons dit que la loi prohibait les ventes verbales. Ici encore la rédaction de l'article 1^{er} est loin d'être claire, et à première vue il semble que la loi laisse de côté les ventes verbales et par suite les auto-
rise.

On est d'accord pour repousser cette interprétation.

Avec elle, la loi n'aurait plus aucune utilité. Comme le dit fort bien M. Vallat (1) : « on verrait immédiatement toutes les ventes de valeurs à lots affecter la forme verbale : pour un prix de vente inférieur à 150 fr., aucune difficulté de preuve ne pourrait surgir ; au-dessus de 150 fr., un commencement de preuve par écrit, puisé dans les livres du vendeur ou la correspondance des parties, autoriserait la preuve testimoniale. La loi se trouverait inutile. »

Ensuite, au moment de la rédaction des projets de loi, toutes les ventes à tempérament étaient constatées par actes sous-seings privés ; c'est ce qui explique qu'on ait employé l'expression de « ventes consenties par actes sous signatures privées » sans entendre pour cela exclure de la loi les ventes verbales.

Enfin, là encore, les travaux préparatoires lèvent toute espèce de doute. M. Cordelet, dans son rapport au Sénat, parlant d'une des conditions de forme, le double original, explique que cet acte écrit a pour but de prévenir l'acheteur et de le renseigner sur l'engagement qu'il contracte. Puis M. Claussel de Cussergues propose d'ajouter aux formalités prescrites par l'article 2 l'obligation de rédiger un acte écrit. Là encore, aucune modification ne fut faite, la loi ayant été votée telle qu'elle revenait du Sénat. Néanmoins, l'intention législative est certaine et nous croyons qu'un acte écrit est indispensable désormais pour constater une vente à tempérament de valeurs à lots ; les ventes verbales sont prohibées.

(1) Henri Vallat. Etude théorique et pratique des ventes à tempérament de valeurs de Bourse et d'objets mobiliers. Thèse pour le Doctorat, page 43.

III. La loi nouvelle ne vise que les ventes de valeurs cotées à la Bourse.

Il en résulte que les valeurs simplement cotées en Banque pourront continuer à faire l'objet de ventes à tempérament sans être atteintes par la nouvelle législation ; sur ce point il ne peut y avoir de doute.

Le texte primitif portait en effet le texte général « valeurs de Bourse » et c'est intentionnellement qu'on l'a modifié. M. Chastenet a même déclaré dans son rapport que le texte qui a été adopté évitait des difficultés d'interprétation qui pourraient se poser pour certaines valeurs qui ne sont cotées qu'en Banque.

C'est une explication bien peu satisfaisante, et il paraît préférable de dire que le législateur s'est placé dans l'hypothèse la plus fréquente, puisque ce sont surtout des valeurs à lots cotées en Bourse qui faisaient l'objet des spéculations qu'on voulait atteindre.

Néanmoins, il nous paraît très regrettable qu'on n'ait pas réglementé aussi les ventes de valeurs à lots cotées en Banque et cela pour deux raisons. Les valeurs qui ne sont pas cotées en Bourse sont évidemment les moins bonnes et les moins avantageuses : alors que le commerce des autres sera entravé par des formalités toutes spéciales, elles pourront être vendues sans aucun contrôle et ce sera précisément lorsqu'il fera la plus mauvaise opération que l'acheteur ne sera l'objet d'aucune protection. Voilà un premier résultat qui n'est guère heureux. Ce n'est pas tout ; les valeurs cotées à la Bourse sont l'objet d'un cours officiel qui est à la portée de tous et que l'on connaît très facilement ; la cote en Banque est si peu un élément

fixe qu'elle varie suivant les banquiers. Dès lors, il sera encore bien plus facile de tromper les acheteurs lorsqu'il s'agira de la vente de ces valeurs puisqu'ils sauront très difficilement le prix véritable du titre qu'ils achèteront. Les valeurs cotées seulement en Banque sont donc en principe les moins avantageuses, et celles sur lesquelles la fraude est le plus facile. Elles échappent cependant avec la loi nouvelle à toute espèce de contrôle et ne sont soumises à aucune formalité.

Nous avons ainsi délimité le champ d'application de la loi du 12 mars 1900. Elle vise les ventes à tempérament de valeurs cotées en Bourse consenties par acte sous-seings privés.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE FORME ET CONDITIONS DE FOND DU CONTRAT RÉGLEMENTÉ

On peut étudier les prescriptions de la loi en les divisant en conditions de forme et conditions de fond.

I. Conditions de forme.

La première de ces conditions, nous l'avons déjà annoncée en examinant la portée d'application de la loi, c'est l'obligation de rédiger un acte écrit. Nous avons expliqué que les travaux préparatoires permettaient de corriger l'ambiguïté de l'article premier, et conclu que les ventes verbales de valeurs à lots étaient désormais interdites.

La loi ne se contente pas d'un acte écrit; elle exige qu'un double original soit rédigé et que chacun des originaux en contienne la mention. Etudions cette seconde condition.

On a fait remarquer fort judicieusement que cette exigence du double original serait sans aucune sanction pratique (1), et qu'il suffirait d'apposer la men-

(1) Henry Vallat : op. cit. page 45.

tion : fait double : sur l'original conservé par le vendeur. Il y aura dans cette mention une preuve décisive, puisque l'art. 1341 du Code civil interdit de prouver « outre et contre le contenu aux actes ». Dès lors, il sera sans intérêt qu'on ait réellement ou non rédigé le double original.

La difficulté avait été évitée par le projet de loi de M. Royer. M. Royer demandait que l'un des originaux fût remis immédiatement à l'acheteur et que cette remise fut constatée par une décharge séparée. Le Sénat a supprimé cette formalité, sans se rendre compte qu'elle était nécessaire pour garantir l'exécution de l'une des conditions qu'il a maintenues.

Cette exigence du double original peut sembler au premier abord être purement et simplement le droit commun, puisqu'il s'agit d'un contrat synallagmatique, et qu'aux termes de l'art. 1325 du Code civil la même formalité est prescrite dans tous ces contrats. Ce n'est là qu'une apparence et la prescription de la loi de 1900 a un caractère tout particulier.

En principe, l'existence d'un droit est indépendante de la preuve qui sert à le constater. Ainsi lorsque la loi exige que les conventions soient constatées par écrit, il ne s'ensuit pas du tout que cet écrit constitue le contrat, il en est simplement la preuve. L'article 1325 du Code civil qui prescrit la formalité des doubles est rédigée d'une façon assez équivoque et a donné lieu jadis à des controverses (1). Mais aujourd'hui on

(1) M. Demolombe avait soutenu que l'absence de la formalité des doubles viciait le contrat et l'atteignait dans son existence. Voyez la réfutation de cette théorie. Aubry et Rau, 4^e édition, t. VIII, p. 223, note 13, pages 231 et suiv., notes 36 et 38.

est d'accord pour reconnaître qu'il tranche une simple question de preuve : on distingue la *convention* de l'*acte* qui la constate et l'on admet que la convention a une existence indépendante de cet acte.

Il s'ensuit d'abord que lorsque la formalité des doubles a été omise, les parties peuvent recourir à d'autres moyens de preuve pour établir le contrat qu'elles ont passé. Ensuite, lorsque l'une d'elles aura exécuté son obligation, elle ne pourra plus se prévaloir de l'omission pour attaquer la convention. C'est ce que dispose expressément l'article 1325, alinéa 4.

Ici la situation est toute différente. Il s'agit d'un contrat dont la validité, sinon l'existence (1), est subordonnée à l'observation des formes. En l'absence de la formalité, le contrat sera annulable par le seul motif qu'il n'a pas été constaté par un double original. Ce n'est plus une question de preuve, c'est une question de fond.

Dès lors, lorsque l'acheteur viendra se plaindre de l'omission du double original, le juge devra annuler le contrat, sans que le vendeur puisse l'établir par d'autres moyens de preuve. Et il importera peu que l'acheteur ait exécuté ou non ses obligations, versé les acomptes fixés par exemple; il aura toujours le droit de soulever le moyen de nullité.

S'il en avait été autrement, du reste, les exigences de la loi auraient risqué de rester lettre morte, puis-

(1) C'est intentionnellement que nous ne disons pas l'existence du contrat; le contrat, en effet, en l'absence des formalités prescrites, n'est pas inexistant, mais seulement annulable et encore sur la demande d'une seule des parties. Voyez infra. l'étude des sanctions des prescriptions de la loi.

qu'il aurait été dans la plupart des cas très facile d'établir le marché par d'autres moyens.

La loi exige une troisième condition de forme ; les originaux doivent contenir « clairement en toutes lettres et d'une façon apparente » un certain nombre de mentions.

1° L'un des cours cotés à la Bourse de Paris dans les quatre jours précédant la cession et à défaut le premier cours coté.

Cette prescription a évidemment pour but d'empêcher une majoration excessive du prix en forçant l'acheteur à se rendre compte de la valeur véritable du titre qu'on lui cède. Observons que pour certaines valeurs la cote pourra être déjà ancienne et que par suite le renseignement pourra être insuffisant.

M. Royer, dans le projet primitif, avait demandé davantage. L'acheteur aurait été tenu d'écrire en entier de sa main en toutes lettres un bon pour ou approuvé indiquant le prix d'achat et le cours de Bourse de chacun des titres. Cette fois il aurait fallu en quelque sorte que l'acheteur ferme les yeux pour ne pas voir. On a répondu que ce serait là une dérogation trop grave aux principes ordinaires. En effet le Code civil n'exige qu'une signature même des illettrés pour la plupart des engagements. Cela est si vrai que l'article 1326 qui prescrit comme une garantie de la sincérité des engagements la formalité du bon pour ou approuvé pour les billets ou promesses sous seings privés constatant l'engagement de payer une somme d'argent ou une chose appréciable, l'écarte précisément lorsque l'acte émane de marchands, artisans, laboureurs, vigneron, gens de journée et de service.

2° Le numéro des valeurs vendues.

Désormais le titre vendu sera spécialisé à l'instant même de la signature du contrat; les banquiers ne pourront plus vendre que des valeurs qu'ils ont en leur possession. La jurisprudence leur donnait un délai moral pour cette spécialisation; la loi le supprime et leur enlève la faculté de se ménager un temps quelconque pour l'attribution du numéro du titre.

3° Le prix total de vente de chacune des valeurs, y compris tous frais de timbre et de recouvrements par la poste ou autrement.

L'acheteur sera ainsi bien prévenu de la somme intégrale qu'il aura à déboursier. M. Cordelet (1) avait établi au Sénat que les taxes postales qui sont de 0 fr. 40 pour un mandat de 5 francs et de 0 fr. 45 pour un mandat de 10 francs, obligeaient l'acheteur à verser annuellement de 4 fr. 80 à 10 francs.

4° Le taux de l'intérêt, les délais et conditions de remboursement.

On a voulu attirer ainsi l'attention de l'acheteur sur la question du placement qu'il fait et l'obliger à ne pas envisager uniquement la chance de gain d'un lot. Il saura ainsi nécessairement si les valeurs dont il devient propriétaire rapportent ou non un intérêt, et dans quelles conditions elles seront remboursées.

M. Lévy-Ullmann (2) a critiqué cette disposition en lui reprochant d'obliger les vendeurs faire imprimer

(1) Cordelet. Rapport précité.

(2) Annales de droit commercial. 1900, p. 479. — La loi du 12 mars 1900, sur les ventes à tempérament de valeurs de Bourse, par M. Lévy-Ullmann.

une quantité considérable de formules, pour transcrire sur chaque contrat le tableau d'amortissement figurant sur le titre vendu.

Telles sont les conditions de forme prescrites; on a omis d'y faire figurer expressément le lieu et la date du contrat.

II. Conditions de fond.

Les conditions de fond consistent dans la prohibition d'un certain nombre de clauses dont la validité était admise par la jurisprudence et que nous avons déjà examinées, sauf la dernière.

La clause de nantissement est prohibée; le vendeur est, d'après l'article 4, tenu de conserver le titre vendu avec obligation pour lui de le représenter à toute réquisition de l'acheteur, et interdiction expresse de s'en dessaisir et de le mettre en gage.

Nous savons que, grâce à ce procédé de mise en gage, les maisons de banque qui se livraient à la vente à crédit des valeurs à lots pouvaient se constituer avec un capital insignifiant et se procurer très rapidement des fonds. C'est donc une entrave à leur développement.

Pour assurer l'efficacité de ces prescriptions, le législateur permet à l'acheteur d'un titre de contrôler à tout moment si ce titre est bien resté entre les mains du vendeur.

En second lieu, la durée du crédit est limitée à deux ans.

On devine facilement le but de cette réglementation ; le législateur a voulu réagir contre l'attrait exercé sur l'acheteur par un crédit trop long ; les ventes à tempérament se prolongeaient avant la loi sur des périodes de quatre ou cinq années

Puisqu'on est entré dans cette voie, on aurait pu aller plus loin et admettre la proposition de M. Claussel de Coussergues (1) qui avait demandé « que les paiements ne puissent être divisés qu'en fractions égales ». Les spéculateurs n'auront pas de peine, en effet, à déjouer le calcul de la loi. Ils fixeront à des sommes très minimales les paiements à effectuer les premiers et reporteront à la fin des deux années, c'est-à-dire à une époque encore bien reculée, les déboursés sérieux.

En troisième lieu, interdiction est faite de déroger aux règles ordinaires de la compétence.

La clause attribuant compétence au tribunal civil de la Seine pour toutes les contestations relatives au contrat était devenue de style. M. Cordelet expliqua que les intéressés ne prévoyaient jamais, en signant le contrat, les ennuis et les frais auxquels cette clause les exposait.

On a critiqué cette disposition à un double point de vue. On lui a reproché d'abord d'être dérogoire au droit commun, ensuite d'être inutile, l'étude des décisions de jurisprudence montrant que dans la pratique on n'en usait pas, et que tous les tribunaux et toutes les cours de France étaient à chaque instant appelés à statuer sur la validité du contrat.

(1) Rapport précité.

Ces reproches ne nous semblent pas fondés. Ce qui est dérogoire au droit commun, c'est la clause attribuant compétence exclusive à un tribunal ; prohiber cette clause, c'est au contraire rentrer dans le droit commun. L'objection de fait n'est pas plus sérieuse. La clause est dans l'intérêt des vendeurs et la loi nouvelle est à juste titre conçue dans un esprit de méfiance vis-à-vis de ces derniers. Quant à l'acheteur, qui seul nous paraît intéressant, il était toujours sur ce point à la disposition du banquier, et s'il voulait engager le procès, la prudence la plus élémentaire l'obligeait à assigner à Paris, puisque la clause permettait de lui opposer dans le cas contraire une fin de non-recevoir décisive.

En quatrième lieu, il est défendu aux maisons de vente à tempérament de valeurs de Bourse de faire entrer dans leur dénomination les mots de : Caisse d'Épargne.

Ces maisons prenaient généralement des dénominations pompeuses : Caisse de l'Economie Nationale, Caisse d'Épargne et de Crédit, etc. L'article a été voté d'abord au Sénat sur le rapport de M. Cordelet.

On a fait remarquer à la Chambre que cette disposition était surabondante et inutile. L'article 3 de la loi du 25 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne avait déjà édicté cette prohibition d'une façon plus générale. Néanmoins, le texte a été maintenu par une pure négligence.

CHAPITRE III

SANCTIONS PÉNALES ET CIVILES DES PROHIBITIONS DE LA LOI

I. Sanctions pénales.

La loi du 12 mars 1900 a édicté deux sanctions pénales nouvelles pour la violation de deux de ses dispositions spéciales, que nous avons rangées dans les conditions de fond.

La première a pour but de garantir l'efficacité de la prohibition de la clause de nantissement. Les peines portées à l'article 406 du Code pénal seront appliquées au vendeur qui aura détourné, dissipé ou mis en gage le titre vendu ; l'application de l'article 463 relatif aux circonstances atténuantes est expressément réservé.

Il avait d'abord paru tout naturel de recourir à l'article 408 qui punit l'abus de confiance : mais on a observé que ce texte énumère les contrats auxquels il s'applique, sans parler de la vente. Aussi a-t-on modifié le projet primitif sur ce point et donné une définition du délit spécial qui était créé.

La seconde sanction pénale est relative à l'interdiction de la dénomination de : Caisse d'Épargne. La violation de cette prohibition est punie d'une amende de 25 à 3,000 francs.

Nous avons dit que cette disposition faisait double emploi avec l'article 3 de la loi du 25 juillet 1895. Cet article édicte d'autres pénalités à côté de l'amende prévue ; un emprisonnement de trois mois à deux ans. De plus il donne aux tribunaux le pouvoir d'ordonner l'insertion et l'affichage des jugements et la suppression de la dénomination de Caisse d'Épargne, à peine de dommages-intérêts à fixer par chaque jour de retard.

Il ne faut pas s'y tromper, les tribunaux pourront parfaitement appliquer cet article 3 plutôt que notre article 6. Le texte voté n'est donc pas seulement inutile, il est incomplet, ce qui est un défaut d'une singulière gravité pour un texte pénal.

On avait été d'abord beaucoup plus loin, et l'article 4 de la proposition de loi de M. Royer faisait de la simple omission de l'une quelconque des conditions de formes prescrites un délit particulier ; la Chambre des députés s'était ralliée à ce système.

Déjà, dans son rapport sur la prise en considération, M. Vallé avait fait des réserves sur ce point ; M. Cordelet expliqua après lui que c'était déroger bien gravement au droit commun. « Ce serait, dit-il, dépasser le but et s'écarter des principes de notre droit pénal. »

Ces observations ont prévalu et on s'en est tenu à la sanction civile que nous allons maintenant examiner.

II. Sanction civile.

L'omission des formalités prescrites a pour conséquence une simple nullité. Le contrat n'est pas inexis-

tant lorsque les conditions de forme n'ont pas été observées, il est simplement annulable.

De plus, cette nullité n'est qu'une nullité relative à un double point de vue. D'abord le juge ne peut la prononcer d'office ; ensuite une seule des parties, l'acheteur, pourra l'invoquer.

Un pareil système a soulevé les critiques de tous les jurisconsultes qui ont étudié la loi (1).

Nous avons expliqué en effet que, contrairement à l'article 1325, c'est-à-dire au droit commun, en exigeant ici la formalité des doubles le législateur avait tranché non une question de preuve, mais une question de fond. On ne saurait le contester, puisque d'une part, si l'absence du double écrit est invoquée par l'acheteur, le vendeur ne pourra établir la convention autrement, et que, d'autre part, l'acheteur pourra soulever la nullité, même s'il a exécuté son obligation.

Il semble donc que le législateur ait créé un véritable contrat solennel, un de ces contrats ou « *formadat esse rei* » et qui, en dehors des formes prescrites, est d'une nullité absolue.

Or, il n'en est rien, puisque le juge ne peut soulever cette nullité d'office et que l'acheteur seul peut s'en prévaloir.

L'acte n'est donc solennel qu'au regard d'une des parties. La nullité édictée n'est pas une nullité absolue ; c'est cependant une nullité relative toute particulière,

(1) Levy-Ullmann : Annales de Droit commercial de 1900 ; Annales de Droit commercial ; article précité. — Emile Chauvin : La loi du 27 décembre 1893.

puisqu'elle n'est pas couverte par l'exécution du contrat par l'acheteur, et que celui-ci peut même, dans cette hypothèse, s'en prévaloir.

« Voici venir dans le droit français, dit M. Emile Chauvin (1), un contrat solennel littéral : *fit litteris*. Maintenant, l'acte (*instrumentum*) ne sert plus de preuve du contrat (*id quod actum est*). L'acte est le contrat : un vice de forme dans le premier annule le second. »

Mais cet acte n'étant susceptible que d'une nullité relative, les formes ne sont littérales et solennelles qu'au regard de l'une des parties. « Cela est asymétrique, choquant, d'une remarquable *inelegantia iuris*. »

M. Lévy-Ullmann (2), en présence de cette singulière conception juridique, déclare qu'on ne peut pas ne pas revenir sur la loi.

Quoi qu'il en soit, le procédé adopté par le législateur consiste à déclarer obligatoires certaines conditions de forme, en l'absence desquelles l'acheteur seul pourra demander aux tribunaux de prononcer la nullité du contrat.

Appendice. — Non-rétroactivité de la loi.

La loi du 12 mars 1900 produit-elle un effet rétroactif? En d'autres termes les contrats passés avant sa

(1) La loi du 27 décembre 1893. Article de M. Emile Chauvin sur la loi alors en projet.

(2) Lévy-Ullmann : *Annales de Droit commercial*, 1900 ; article précité.

promulgation pourront-ils être annulés comme ayant méconnu ses prescriptions ?

La question ne nous paraît guère discutable. Le principe de la non-rétroactivité des lois est commandé par l'équité la plus élémentaire. « L'utilité sociale commande qu'on ne compromette ni la sûreté individuelle ni la propriété (1) ». Or, on les compromettrait gravement « en me punissant pour un fait d'hier, qui n'aurait été défendu qu'aujourd'hui : en me dépouillant aujourd'hui des droits et des biens dont la loi m'aurait déclaré hier incommutable propriétaire. »

Nous n'avons pas à justifier ici davantage le principe de la non-rétroactivité des lois. On le formule ordinairement en disant que la loi nouvelle ne peut pas porter atteinte aux droits acquis. Il est facile de l'appliquer maintenant à notre sujet. Les parties qui ont traité avant la loi du 12 mars 1900 ont fait un contrat parfaitement valable ; évidemment, elles ne se sont pas soumises à des formalités qui n'étaient pas encore prescrites. Mais elles avaient régulièrement acquis des droits réciproques : leur contrat était permis par la loi au moment où elles l'ont passé ; il restera obligatoire même après la loi, qui pour l'avenir prohibe les mêmes conventions.

On a objecté que les lois d'ordre public dominaient les intérêts privés, et par suite pouvaient et devaient rétroagir ; que la loi du 12 mars 1900 était une de ces lois. L'objection n'est pas fondée ; en effet, lorsqu'une loi est d'ordre public, qu'elle domine les intérêts privés et préjudicie aux droits acquis, la loi le dit expres-

(1) Dalloz, Jurisprudence générale. V^o Lois, n^o 196.

sément. Il n'y a là au fond qu'une objection de mots. En un certain sens toutes les lois sont d'ordre public : ce n'est que lorsque le législateur l'a spécifié expressément, qu'elles le sont au point de retroagir.

La question a été soumise aux tribunaux qui l'ont tranchée dans le sens de la non-rétroactivité. « Attendu, dit le tribunal de Saint-Etienne (1), que le principe de la non-rétroactivité des lois, consacré par l'article 2 du Code Civil, signifie que le juge ne peut, par l'application d'une loi nouvelle, dépouiller les individus des droits qui leur sont acquis ; que les contrats étant irrévocables du moment où ils se forment, les droits contractuels sont essentiellement des droits acquis ; que dès lors le juge ne saurait faire retroagir une loi qui concerne les contrats, à moins que cette loi ne retroagisse expressément ».

Nous concluons donc que la loi du 12 mars 1900 ne produit pas d'effet rétroactif.

(1) Tribunal de Saint-Etienne, 31 décembre 1900. D. P. 1902, 2, 117, et « Gazette des Tribunaux, » 31 janvier 1901. Avec note dans ce dernier recueil. Cass. Civ., 14 janvier 1902. D. 1903, I, 217.

CHAPITRE IV

APPRÉCIATION DE LA LOI ET CONCLUSION

Nous venons d'étudier les dispositions de la loi du 12 mars 1900. Dans quelles conditions à l'avenir pourra fonctionner la vente à tempérament des valeurs à lots ?

Le paiement du prix par acomptes successifs, la majoration du prix, la rétention du titre par le vendeur, c'est-à-dire les trois éléments invariables du contrat, restent licites.

Rien n'est changé relativement aux ventes de titres fractionnés et aux ventes d'options ; ces contrats valent ce qu'ils valaient auparavant. La clause de liquidation qui avait donné lieu aux plus grosses difficultés, sur laquelle on est loin d'être d'accord, est complètement laissée de côté.

Le législateur s'est borné à prohiber la mise en gage du titre vendu et la clause de nantissement, à limiter la durée du crédit à deux ans et à interdire une clause spéciale de compétence. Il s'ensuit que la vente à crédit des valeurs à lots reste parfaitement permise, et qu'en définitive la validité de chacun des éléments du contrat est la même qu'auparavant.

Seulement, le législateur a adopté un certain nombre de mesures destinées à entourer l'acheteur de garanties, à frapper en quelque sorte son imagination, à

l'obliger à peser les conditions et les conséquences du contrat qui lui sera proposé. De là des exigences de forme toutes spéciales, faisant de notre contrat une convention désormais à part dans notre droit : on y a ajouté enfin une sanction d'une nature tout à fait exceptionnelle au point de vue juridique.

Il nous reste à apprécier l'œuvre législative. Nous ne voudrions pas le faire trop sévèrement, car nous sommes bien persuadés que si la critique est aisée, la législation comme l'art est difficile. Nous ne pouvons cependant nous défendre de lui adresser les plus graves reproches.

La loi se ressent de l'insuffisance des travaux parlementaires, de l'absence de toute discussion publique et de toute espèce de modifications lorsque le projet revint du Sénat, et on peut remarquer que la loi contient des dispositions inutiles, surabondantes, faisant double emploi avec d'autres textes législatifs, comme l'article relatif à la dénomination de Caisse d'épargne. La rédaction est souvent malheureuse quand elle n'est pas franchement inexacte comme celle de l'article 1^{er}. On a maintenu enfin des exigences dont on aperçoit difficilement l'effet pratique, les deux dernières de l'article 2, par exemple, pendant qu'on en supprimait d'autres que nous avons signalées chemin faisant et qui peut-être auraient donné des résultats plus sérieux.

Ces reproches de détail étant rappelés, arrivons à une critique de droit pur que ne manqueront pas de faire tous les jurisconsultes.

D'abord, et nous nous sommes encore expliqué sur ce point, le procédé adopté par le législateur fait du contrat qu'il règle un contrat sans exemple dans

notre droit. C'est, semble-t-il, un contrat solennel, puisque les formalités prescrites le sont, à peine de nullité du contrat lui-même. Seulement, puisque la loi décide que l'acheteur seul peut faire annuler le contrat pour vice de forme, cette solennité devient en quelque sorte relative, n'existe qu'au regard de l'un des contractants. Et le contrat, tel qu'il est réglementé par la loi nouvelle, apparaît comme une sorte de monstruosité juridique, puisqu'il s'écarte de toutes les règles générales et de toutes les divisions faites pour classer les contrats ordinaires.

La loi a suscité une autre critique de droit. Les mesures nouvelles qu'elle prend, les formalités qu'elle prescrit sont essentiellement dérogatoires au droit commun. Notre législation se contente, en effet, de très peu de choses pour admettre l'obligation dans les contrats ordinaires : une simple signature d'un illettré suffit à l'engager (1). Ici, des prescriptions étroites dont l'inobservation peut au gré de l'acheteur entraîner la nullité du marché, la création d'un délit spécial, toutes mesures ayant un caractère tout à fait exceptionnel.

Si la loi avait réalisé le but poursuivi, si elle avait remédié aux dangers qui l'ont fait naître, cette critique n'aurait point d'importance. Malheureusement, et c'est là le vice capital, le raisonnement et l'expérience de deux années permettent d'affirmer que la loi est absolument inefficace.

Le raisonnement. — Où était le danger? Avant tout,

(1) Article 1326 du Code civil.

dans la majoration excessive du prix. Nous nous sommes assez étendus sur ce sujet : les rapports qui ont précédé le vote de la loi sont unanimes à constater que c'est là le procédé employé pour exploiter les victimes : leur faire payer les titres un prix exorbitant ; M. Cordelet avait donné, prenant non pas des exceptions, mais les contrats ordinaires, des chiffres effrayants. Or, sur ce point, on n'a rien fait d'utile, personne n'ayant proposé une mesure radicale. On a créé de nombreuses exigences, des formalités bizarres : on a pensé qu'il suffirait d'entraver le contrat ; on s'en est tenu à un moyen terme, c'est-à-dire à un mauvais moyen. L'obligation du double original, de l'inscription en toutes lettres d'un cours donné de la Bourse, du prix total de vente, etc., ne devaient pas empêcher les agents habiles de banquiers peu scrupuleux de tromper par des promesses mensongères et des explications séduisantes les ouvriers et les paysans pour lesquels les choses de la Bourse sont et resteront longtemps l'inconnu et l'incompréhensible. Nombre de clauses dont le danger n'est pas discutable restent tout aussi valables après la loi qu'avant. Bref, au lendemain du vote définitif, il apparaissait que la spéculation malhonnête ne serait guère empêchée.

L'expérience de ces deux années a montré que ces prévisions étaient malheureusement exactes. Les spéculateurs n'ont pas interrompu leur commerce ; les contrats sont aussi fréquents qu'autrefois.

On peut même dire que la loi nouvelle a en un certain sens aggravé la situation à laquelle elle voulait porter remède. La jurisprudence était divisée sur certains points et les victimes auxquelles leur situation permet-

tait d'obtenir l'assistance judiciaire pouvaient risquer la chance d'un procès. Aujourd'hui, les financiers font signer des contrats dans lesquels toutes les formalités prescrites par la loi de 1900 ont été scrupuleusement observées, et où l'acheteur a néanmoins payé un prix exorbitant ; dans ces conditions, il n'y a plus pour ce dernier une chance de succès et tout procès lui est impossible.

Il y a plus, avant la loi, on pouvait toujours possible de soutenir que l'acheteur avait été victime du dol, et cette thèse réussissait souvent devant les tribunaux ; il était naturel d'admettre qu'on n'était arrivé que par des manœuvres frauduleuses à faire signer à quelqu'un un contrat désastreux, l'honnêteté des agents parcourant les villes et les campagnes pour faire signer ces contrats étant souvent sujette à caution. Fréquemment les tribunaux appréciaient souverainement que le dol était établi, et par ce procédé on arrivait à l'annulation.

Aujourd'hui, les tribunaux admettront bien plus difficilement ce système. A celui qui se prétendra victime d'un dol, on répondra : mais vous n'avez pu être trompé puisque le contrat que vous avez signé porte en toutes lettres le cours de la Bourse, le prix total d'achat, tous les frais que vous aurez à faire, le numéro du titre vendu, etc., etc. Vous avez été complètement renseigné ; dès lors vous ne prouvez pas les manœuvres frauduleuses dont vous vous prétendez victime.

En résumé, l'intervention législative si impatiemment attendue n'a pas donné les résultats espérés : le texte auquel elle a abouti n'a donné satisfaction à personne. S'il nous est permis d'employer cette expression, il

est peu recommandable au point de vue juridique, soulève les critiques de droit les plus sérieuses et les plus fondées. Par-dessus tout, il est inefficace. Les abus devaient continuer, et c'est ce qui s'est produit ; l'exploitation de la crédulité et de l'ignorance des classes pauvres n'est pas empêchée, le mal subsiste, et la loi du 12 mars 1902 n'y a pas apporté remède.

Où donc est ce remède ? Qu'y avait-il donc à faire : Quel serait le moyen efficace ?

Au lieu d'entraver le contrat par des formalités qui n'ont guère gêné les vendeurs, il n'y avait qu'à prendre une mesure énergique : la limitation de la majoration du prix de vente. Le jour où, par exemple, il sera défendu de vendre plus de 120 francs le titre coté à la Bourse 100 francs, même en accordant un délai fort long à l'acheteur pour payer, celui-ci cessera d'être exploité pour devenir un contractant ordinaire. Le texte ne serait ni bien long ni bien difficile à trouver. « Il est interdit de vendre à tempérament les titres non cotés en Bourse : pour les titres cotés en Bourse, quel que soit le terme accordé à l'acheteur, le prix de vente ne pourra excéder de plus de 20 francs le chiffre de la dernière cote. Toute vente faite en violation de ces règles pourra être annulée, même s'il y a eu commencement d'exécution, sur la demande des deux parties. »

Evidemment ce serait une grave dérogation au droit commun. Mais qui donc se plairait de cette dérogation, si elle avait pour but de protéger enfin d'une façon efficace les classes peu aisées ? Les spéculateurs seuls.

Nous croyons démontrée en effet la gravité des abus ; dès lors, n'est-il pas nécessaire de prendre des

mesures énergiques. Nous ne nous le dissimulons pas, le résultat d'un pareil texte serait la disparition à peu près complète du contrat que nous avons étudié, puisque les bénéfices seraient désormais insignifiants pour les vendeurs. Ceux-ci ne trouvent des contractants qu'à cause du délai qu'ils leur accordent ; obligés de consentir un délai et de pas augmenter considérablement le prix véritable du titre, ils renonceraient à cette opération. C'est précisément, croyons-nous, ce qu'il faut souhaiter. Le principe de la liberté des transactions est en lui-même une chose excellente : dans le cas qui nous occupe, il ne donne que des résultats funestes, il a abouti à une exploitation que tout le monde condamne ; nous avons démontré que ses avantages n'étaient rien, comparés à ses inconvénients ; il faut donc réglementer la liberté, pour dire le mot exact la supprimer. On verra disparaître ainsi ces constatations choquantes des auteurs et des tribunaux obligés de sanctionner un véritable vol et de le déclarer régulier aux yeux de la loi.

M. Vidal, qui est l'auteur d'un « Commentaire de la loi du 12 mars 1900 » (1) fort intéressant à consulter, arrive à cette même conclusion, et s'exprime ainsi dans le numéro du 10 mai : « Pourquoi n'avoir pas purement et simplement prohibé, en la frappant de nullité et en lui appliquant au besoin un ou deux textes de la loi pénale, l'opération consistant à vendre à tempérament, pour un prix supérieur à leur cours, des valeurs de Bourse, lesquelles restent en gage jus-

(1) Numéros des 24 avril, 4 mai et 10 mai 1900 de la Cote de la Bourse et de la Banque.

qu'à parfait paiement aux mains du vendeur. C'était à la fois très simple et très démocratique, puisque les victimes de cette spéculation appartiennent en général aux classes laborieuses, dont le législateur doit savoir protéger les économies contre la rapacité des aigrefins. »

C'est, croyons-nous, absolument la conclusion logique qui doit se dégager de cette modeste étude.

Vu :

E. BAILLY.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 24 juin 1903.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Notion du contrat : ses avantages et ses inconvénients au point de vue économique.....	I
--	---

PREMIÈRE PARTIE

La vente à crédit des valeurs à lots avant la loi du 12 mars 1900.....	11
--	----

CHAPITRE I. — <i>Les textes et les principes généraux</i>	13
---	----

1 ^{re} Section. — Dispositions des Codes. Article 76 du Code du Commerce.....	13
--	----

2 ^e Section. — Lois spéciales.....	16
---	----

ARTICLE I. — Loi du 3 septembre 1807.....	16
---	----

ARTICLE II. — Loi du 21 mai 1836.....	19
---------------------------------------	----

3 ^e Section. — Principes généraux du Droit....	23
---	----

CHAPITRE II. — <i>Etude du contrat en lui-même dans ses éléments invariables et dans ses clauses accidentelles</i>	29
--	----

1 ^{re} Section. — Éléments invariables du contrat.	29
---	----

ARTICLE I. — Le paiement du prix par acomptes successifs.....	29
---	----

ARTICLE II. — La majoration du prix.....	32
--	----

ARTICLE III. — La rétention du titre par le vendeur...	36
--	----

2 ^e Section. — Clauses accidentelles du contrat.	41
ARTICLE I. — Clauses destinées à obtenir plus facilement l'acceptation de l'acheteur	41
ARTICLE II. — Clauses destinées à augmenter soit les garanties, soit les bénéfices des vendeurs.	54
CHAPITRE III. — <i>Les sanctions pénales et civiles des prodibitions de la loi</i>	74

DEUXIÈME PARTIE

La vente à crédit des valeurs à lots sous l'empire de la loi du 12 mars 1900	79
CHAPITRE I. — <i>Portée d'application de la loi</i>	85
CHAPITRE II. — <i>Conditions de forme et conditions de fond du contrat réglementé</i>	90
CHAPITRE III. — <i>Sanctions pénales et civiles des prodibitions de la loi</i>	98
CHAPITRE IV. — <i>Appréciation de la loi et conclusion</i>	104

